

## Un article Mondialisation.ca du 30 décembre 2013

### Syrie : Pourquoi nos médias ont-ils ignoré le massacre perpétré par les “*rebelles*” à Adra ? (02.01)

(Ce sont les monstres que Hollande est allé soutenir en Arabie saoudite. -ndlr)

Le 11 décembre, des combattants du Front Al-Nosra et du Front islamique ont envahi un quartier industriel d'Adra, une ville proche de Damas qui abrite des communautés sunnite, alaouite, chiite, druze et chrétienne. S'attaquant au poste de police, à l'hôpital, à une boulangerie industrielle, à des maisons d'habitation... ils y ont massacré, sur des critères confessionnels, une centaine de civils, notamment des travailleurs du secteur public. Nombre d'entre eux ont été décapités ou mutilés. D'autres ont été brûlés dans les fours de la boulangerie.

Têtes coupées, mains coupées, exécutions sommaires... Des témoins terrorisés rapportent que les jihadistes ont demandé « *qui soutient le régime et qui travaille pour l'Etat (...) Ils ont coupé la main d'un certain nombre d'employés, pour les empêcher de retravailler, ils en ont décapité d'autres devant leurs enfants* ».

Pourquoi aucune de nos ONG de défense des droits de l'homme et aucun de nos médias n'ont-ils parlé de cet événement terrible ? Seul la presse russe l'a largement et honnêtement couvert [<http://www.silviacattori.net/article5225.html#nb1?>1>].

Rideau de fumée pour faire diversion

Muet sur le massacre d'Adra, le quotidien Le Monde a en revanche – dans son édition du 18 décembre – gratifié ses lecteurs d'un article intitulé « *Vrais et faux de la révolution syrienne* », [[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/12/18/vrais-et-faux-de-la-r" name="nh2?href="http://www.silviacattori.net/article5225.html#nb2?>2](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/12/18/vrais-et-faux-de-la-r)] signé par Christophe Ayad, « *grand reporter, spécialiste du monde arabe* » dont le biais pro-israélien et anti-Assad est un secret de Polichinelle. A lire l'article, on comprendra vite que, pour Ayad, le « *vrai* » se situe du côté des combattants d'Al-Nosra et le « *faux* » du côté d'Assad.

Tout l'article est un tissu d'affirmations de la même veine. En dépit du fait qu'il a déjà perdu toute crédibilité sur le dossier syrien Le Monde continue ainsi son travail de désinformation.

Au cas improbable où il serait réellement intéressé par les faits concernant les exactions des « *rebelles* » en Syrie, nous renvoyons Christophe Ayad, à quelques articles (parmi les centaines que nous avons publiés) qui montrent que les atrocités commises par les « *rebelles* » (et occultées par la presse traditionnelle) contre le peuple syrien fidèle au gouvernement Assad, ont commencé dès 2011 :

La Syrie sous le feu de reporters aux ordres (14 DÉCEMBRE 2011)  
<http://www.silviacattori.net/article2509.html>

Résister aux milices armées soutenues par l'étranger est une question de survie pour le peuple syrien (17 JANVIER 2012)  
<http://www.silviacattori.net/article2705.html>

Les Syriens sont une majorité à soutenir le président Assad, mais ce n'est pas des médias occidentaux que vous pourriez l'apprendre (20 JANVIER 2012)  
<http://www.silviacattori.net/article2718.html>

Homs, une ville plongée dans l'horreur organisée par des groupes armés et non par Damas (6 FÉVRIER 2012)  
<http://www.silviacattori.net/article2787.html>

Le terrorisme au nom de la « démocratie » (10 FÉVRIER 2012)  
<http://www.silviacattori.net/article2797.html>

Homs dans l'enfer des bandes armées (23 FÉVRIER 2012)

<http://www.silviacattori.net/article2861.html>

Syrie : « Des forces étrangères soutiennent l'insurrection » (9 MARS 2012)

<http://www.silviacattori.net/article2941.html>

Syrie : les « opposants » armés coupables d'atrocités (13 MARS 2012)

<http://www.silviacattori.net/article2966.html>

Témoignage sur les récents massacres de civils à Homs (20 MARS 2012 )

<http://www.silviacattori.net/article3000.html>

Qui est responsable des crimes en Syrie ? (20 MARS 2012)

<http://www.silviacattori.net/article2975.html>

Syrie : « Si l'armée régulière quitte notre village, nous risquons d'être égorgés » (14 AVRIL 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3094.html>

Des atrocités sont perpétrées par les gangs de « l'armée syrienne libre » (15 MAI 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3224.html>

Le massacre de Houla était planifié et a été instrumentalisé (3 JUIN 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3283.html>

Syrie : Journalistes envoyés à la mort par les rebelles (9 JUIN 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3297.html>

Syrie : Les rebelles sont responsables du massacre de Houla (10 JUIN 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3303.html>

La vérité sur la Syrie commence à transpirer (10 JUIN 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3304.html>

Le massacre de Houla perpétré par la rébellion (11 JUIN 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3310.html>

Syrie : Des mensonges qui ne changeront pas la dure réalité pour l'Occident (18 JUIN 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3342.html>

Églises vandalisées et désacralisées à Homs (19 JUIN 2012) <http://www.silviacattori.net/article3344.html>

Gérard Chaliand dit quelques vérités sur la Syrie (21 JUIN 2012) <http://www.silviacattori.net/article3350.html>

Homs : tout ce qui est raconté par les médias traditionnels est à l'envers (24 JUIN 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3370.html>

Homs : Les unités criminelles de l' « Armée syrienne libre » en action (27 JUIN 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3384.html>

Syrie : Les victimes des gangs de l' "opposition" ignorées (7 JUILLET 2012 )

<http://www.silviacattori.net/article3416.html>

Tout ce qu'ils nous disent sur la Syrie...est-il faux ? (11 JUILLET 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3434.html>

Les crimes d'une prétendue « Armée syrienne libre » occultés par les médias traditionnels (24 JUILLET 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3475.html>

Nous n'avons plus de mots (1ER AOÛT 2012) <http://www.silviacattori.net/article3481.html>

Le vrai visage des « gentils révolutionnaires » de l'ASL (2 AOÛT 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3485.html>

Regardez ... ce sont des monstres ! (5 AOÛT 2012 )

<http://www.silviacattori.net/article3496.html>

Syrie : Un journaliste décrit les tortures perpétrées par d'impitoyables « rebelles » (16 AOÛT 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3537.html>

Un médecin britannique parmi les "rebelles" allés faire la "guerre sainte" en Syrie (28 AOÛT 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3592.html>

Syrie : L'arnaque Martine Laroche Joubert et Christophe Kenck (3 OCTOBRE 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3761.html>

Après la Libye, l'insupportable biais en faveur des bandes armées islamistes continue en Syrie (17 OCTOBRE 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3829.html>

Y a-t-il eu un massacre dans la ville syrienne d'Aqrab ? (16 DÉCEMBRE 2012)

<http://www.silviacattori.net/article4056.html>

Syrie : Comment l'Armée "libre" transforme ses captifs en kamikaze (24 AOÛT 2012 )

<http://www.silviacattori.net/article3576.html>

Syrie : Les « révolutionnaires » de l'ASL en train de torturer (2 SEPTEMBRE 2012)

<http://www.silviacattori.net/article3626.html>

L'« armée syrienne libre » soutenue par l'Occident massacre les captifs (2 NOVEMBRE 2012 )

<http://www.silviacattori.net/article3874.html>

L'Arabie Saoudite envoie ses condamnés à mort mené le "Jihad" en Syrie (11 DÉCEMBRE 2012 )

<http://www.silviacattori.net/article4033.html>

Le Front Al-Nosra revendique le carnage de l'Université d'Alep (17 JANVIER 2013)

<http://www.silviacattori.net/article4142.html>

Syrie : Basma Kodmani n'est pas une simple « militante pro-démocratie » (4 SEPTEMBRE 2013)

<http://www.silviacattori.net/article3456.html>

Notes.

[1] Voir :

- Syrie : plus de 5.000 civils évacués de la ville d'Adra, 30 décembre 2013

<http://www.silviacattori.net/article5226.html>

- 'Whole families murdered' : Syrian rebels execute over 80 civilians outside Damascus, 15 décembre 2013

<http://rt.com/news/syria-adra-civilian-execution-289/>

- Saudis want to turn Syria into 'graveyard for minorities', 17 décembre 2013  
<http://rt.com/op-edge/syria-fighting-saudis-uk-353/>

- 'Slaughtered like sheep' : Eyewitnesses recount massacre in Adra, Syria, 17 décembre 2013  
<http://rt.com/news/adra-syria-massacre-witnesses-355/>

- Russia condemns Adra massacre, calls on world community to react, 18 décembre 2013  
<http://rt.com/news/russia-condemns-adra-massacre-406/>

Voir également : - Syrie : Un massacre nommé Adra, par Nahed Harrar, 16 décembre 2013  
<http://www.silviacattori.net/article5192.html>

[2]

[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/12/18/vrais-et-faux-de-la-revolution-syrienne\\_4336148\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/12/18/vrais-et-faux-de-la-revolution-syrienne_4336148_3218.html)

## Un article L'Expansion.com avec AFP du 30 décembre 2013

### La pauvreté atteint des records en Italie (02.01)

**Près de 13% des familles italiennes étaient en situation de pauvreté relative en 2012, un record depuis 1997. Une paupérisation qui empire dans le sud du pays où elle touche une famille sur trois.**

Les indicateurs de pauvreté sont dans le rouge en Italie où quelque 3.232.000 familles se trouvaient en situation de pauvreté relative en 2012, selon un "*rapport sur la cohésion sociale*", réalisé par l'Institut italien des statistiques (Istat), l'Institut national de la prévoyance sociale (Inps), et le ministère du travail. Soit un taux de pauvreté des familles de 12,7%. "*Il s'agit des chiffres les plus élevés depuis 1997, date du premier rapport*" souligne le ministère.

Une famille est jugée en pauvreté relative lorsque ses dépenses sont inférieures à la dépense moyenne mensuelle évaluée en 2012 à 990,88 euros par personne. Elle touche également, selon le rapport, 15,8% des individus vivant en Italie.

Quant à la pauvreté absolue, elle concerne 6,8% des familles et 8% des individus. Elle a doublé depuis 2005 et même triplé dans les régions traditionnellement riches du Nord de la Botte, où elle touche 6,4% des individus. Elle se mesure à l'incapacité d'acquérir les biens et services nécessaires à atteindre un standard de vie estimée comme "*un minimum acceptable*", selon l'Istat.

La pauvreté absolue touche une famille sur cinq dans le Sud

*"Au fil des ans, la pauvreté a empiré pour les familles nombreuses, avec des enfants, surtout s'ils sont mineurs, habitant dans le Sud et pour les familles composées de plusieurs générations"*, souligne le rapport. Parmi ces dernières, une famille sur trois est relativement pauvre et une cinq l'est de façon absolue, précise-t-il. Un mineur sur cinq vit désormais dans une famille en situation de pauvreté relative et un sur dix dans une famille subissant une pauvreté absolue, "*cette dernière statistique ayant plus que doublé depuis 2005*".

Cependant, la pauvreté relative connaît quelques améliorations chez les personnes âgées, "*même si une vulnérabilité en termes économiques persiste dans le Sud, où 27,2% des personnes âgées se trouvent en situation de pauvreté relative (7,9% en situation de pauvreté absolue)*".

Selon le rapport, cet appauvrissement général s'explique notamment par le fait que "*le système d'aides sociales est moins efficace pour contenir le risque de pauvreté par rapport à d'autres pays européens*".

Commentaire.

Heureusement que l'UE était là pour "*protéger*" nos amis italiens de la pauvreté !

A bas l'UE ! Boycott des élections européennes !

## Un article de Reuters du 2 janvier 2014

### L'armée turque veut un nouveau procès des officiers comploteurs (03.01)

Le parquet de Turquie a été saisi d'une plainte pénale déposée par l'armée visant à rejuger plusieurs centaines de gradés de haut rang condamnés pour avoir comploté en vue de renverser le Premier ministre Tayyip Erdogan en 2003.

En octobre, une cour d'appel a confirmé les condamnations allant de 13 à 20 ans de prison de 326 officiers accusés d'avoir voulu mener un coup d'Etat dans le cadre d'une conspiration baptisée Balyoz (masse de forgeron).

La saisine du parquet par l'institution militaire intervient alors que le gouvernement d'Erdogan est affaibli par la démission de trois ministres impliqués dans des affaires de corruption. Ces affaires ont suscité des inquiétudes sur l'indépendance de la justice turque.

Selon le journal Hurriyet, le recours déposé par l'armée estime que les preuves ayant conduit à la condamnation des officiers en première instance en 2012 avaient été fabriquées.

Un porte-parole de l'état-major a confirmé qu'une procédure avait été engagée mais n'a pas fourni de précision sur son contenu.

"Si la plainte est jugée recevable, un nouveau procès est certain", a commenté Haluk Peksen, l'un des avocats de la défense.

Erdogan a estimé que les affaires de corruption révélées le mois dernier et impliquant des membres de son cabinet constituaient une tentative soutenue par des puissances étrangères pour affaiblir son pouvoir.

En guise de réponse, il a limogé 70 officiers de police en charge des investigations et a empêché l'ouverture d'une autre enquête sur des projets de travaux publics.

La semaine passée, Yalcin Akdogan, conseiller du chef du gouvernement, a suggéré l'idée qu'une conspiration impliquant certains rouages de l'appareil judiciaire visaient à la fois l'armée et le gouvernement civil.

"Ceux qui complotent contre l'armée de leur pays et contre l'administration civile qui a su gagner le cœur de l'opinion publique savent très bien qu'ils n'agissent pas pour le bien de leur pays", écrivait Akdogan dans une tribune publiée par le journal Star le 24 décembre.

Pour les avocats des militaires condamnés, cette tribune constitue l'aveu que leurs clients ont été victimes d'une conspiration et qu'ils doivent être rejugés.

Akdogan a ensuite expliqué que ces propos avaient été mal interprétés et qu'il n'avait fait référence à aucune procédure judiciaire en particulier.

## Un article lesechos.fr du 2 janvier 2014

### La fortune des milliardaires s'est accrue de plus de 500 milliards de dollars en 2013 (05.01)

**Les 300 personnes les plus riches du monde disposent d'une fortune estimée par Bloomberg à 3.700 milliards de dollars. La forte hausse des actions en 2013 a permis à Bill Gates, fondateur de Microsoft, de reprendre la première place du classement à Carlos Slim.**

2013, année des records en Bourse, notamment à Wall Street. 2013, année record également pour les 300 personnes les plus riches du monde. Selon le classement établi par Bloomberg, leur fortune s'est envolée l'an dernier de 524 milliards de dollars (381 milliards d'euros), pour s'établir à 3.700 milliards. C'est presque l'équivalent de 1,5 fois le PIB de la France. Avec la fortune supplémentaire amassée en 2013, les 300 hommes et femmes les plus riches de la terre pourraient s'offrir Apple en ce début d'année ou près de la moitié des entreprises du CAC 40 ! L'année dernière, l'indice MSCI World a bondi de 24% alors que l'indice américain S&P 500 a progressé de 30%, sa meilleure performance depuis 1997. L'indice créé par Bloomberg se base en grande partie sur l'évolution des marchés financiers.

2014 s'annonce sous les meilleurs auspices

En tête du classement, un changement d'importance intervenu dès le mois de mai : Bill Gates redevient l'homme le plus riche du monde selon le Bloomberg Billionaires Index, avec une fortune estimée à 78,5 milliards de dollars (+15,8 milliards en un an). Le fondateur de Microsoft a profité du beau parcours boursier du groupe informatique dont la capitalisation boursière a bondi de 88 milliards l'an dernier. Il devance le mexicain Carlos Slim (73,8 milliards, en baisse de 1,4 milliard) et Armancio Ortega Gaona, le fondateur d'Inditex, propriétaire de la marque Zara avec 66,4 milliards (+8,9 milliards de dollars). Le premier Français est une Française, Liliane Bettencourt, avec une fortune de 34,1 milliards, qui a gonflé de 7,3 milliards en un an. Une performance qui lui permet de dépasser Bernard Arnault, PDG de LVMH, par ailleurs propriétaire des Echos, avec 32,1 milliards (+3,2 milliards). François Pinault complète le podium (17,2 milliards de dollars, soit une hausse de 4,6 milliards).

Mark Zuckerberg plus riche que Georges Soros

La fortune de Bill Gates a augmenté de 20% l'an dernier, soit 15,8 milliards de dollars de plus. Derrière, un autre milliardaire américain a cru sa fortune de 14,4 milliards ! Il s'agit du fondateur de las Vegas Sands, Sheldon Adelson. Le propriétaire du plus grand groupe de casinos du monde devient la 11ème personne la plus riche du monde selon l'indice Bloomberg (37,1 milliards). Le groupe, qui réalise 58% de son chiffre d'affaires à Macao, a profité de la hausse de 19 % des revenus de jeu de l'ancienne colonie portugaise. Le suédois Ingvar Kamprad, fondateur d'Ikea, a lui accru sa fortune de 13,8 milliards à 53,4 milliards. Il devient le 5ème homme le plus riche de la planète et le deuxième européen. Warren Buffet, l'oracle d'Omaha a, de son côté, augmenté sa richesse de 12,9 milliards à 60,8 milliards. Jeff Bezos, le créateur d'Amazon réussit une percée stratosphérique avec une fortune de 36 milliards, en hausse de 12,4 milliards sur un an. Cela concrétise aussi la montée en puissance des magnats de l'Internet et des nouvelles technologies, puisque, globalement, les milliardaires du secteur ont vu leur richesse augmenter de 28 %. Mark Zuckerberg (Facebook) pointe à présent à la 26ème place avec une fortune qui a doublé à 24,7 milliards de dollars. Il devance Georges Soros (23 milliards).

L'infortune des Russes

La technologie qui rit, l'industrie minière qui fait grise mine. La fin du super-cycle des matières premières et le ralentissement de la croissance en Chine, au Brésil ou en Indonésie a lourdement pénalisé quelques gros patrimoines, surtout en Russie. Ainsi, le magnat ukrainien Rinat Akhmetov a perdu 5,1 milliards de dollars à 12,8 milliards. Le patron de Rusal Oleg Deripaska a lui vu sa fortune fondre de 3,8 milliards et celle de Alexey Mordashov, patron de Severstal de 2,3 milliards. Revers identique pour la famille indienne Jindal (-2,7 milliards) dont la matriarche Savriti règne avec ses neuf enfants sur un conglomérat présent dans l'énergie, la mine et la sidérurgie. Le mexicain Alberto Balleres Gonzales a lui perdu 4,4 milliards, alors que la très haute en couleur milliardaire australienne Georgina Rinehart est moins riche de 3,4 milliards. Dans ce contexte, le sidérurgiste Lakshmi Mittal s'en sort bien avec une fortune de 18,4 milliards, qui n'a reculé « que » de 272 millions. La chilienne Iris Fontbona, héritière du géant du cuivre Antofagasta, a de son côté vu 5,2 milliards d'actifs partir en fumée. Elle retombe à la 60ème place. Enfin les frères indonésiens Hartono,

présents dans les cigarettes, ont perdu ensemble 6 milliards de dollars ! Mais, précise Bloomberg, « *personne n'a plus perdu en 2013 qu'Eike Batista* », dont le patrimoine a fondu de 12 milliards de dollars. Le groupe pétrolier Oleo e Gas Participacoes (ex-OGX), qui lui a permis d'accéder au panthéon des plus riches, est aujourd'hui en plein marasme et a été placé en redressement judiciaire. Eike Batista serait aujourd'hui potentiellement ruiné. Signe que les richesses peuvent aussi de défaire très vite au gré des aléas de la bourse.

Les milliardaires chinois dans un mouchoir de poche

En Asie, le hongkongais Li Ka-Shing reste le plus riche. Le petit actionnaire de Facebook, a vu sa fortune croître de 1,6 milliard en un an à un peu plus de 30 milliards. Il devance le milliardaire de Macao Lui Che Woo dont la richesse a plus que doublé à 26,1 milliards. Son groupe Galaxy Entertainment détient 20 % de parts de marché dans les casinos locaux. Les milliardaires chinois (hors Hong-Kong) continuent aussi d'émerger, mais leur classement est assez fluctuant. Ainsi Le roi de la boisson Zong Qinghou a été détrôné par Wang Jianlin le géant de l'immobilier, des média et du divertissement, lui-même dépassé en fin d'année par Robin Li, le fondateur du très populaire moteur de recherche Baidu. Cela se joue dans un mouchoir de poche (à 1 milliard près).

« *Les riches devraient devenir encore plus riches en 2014* », pronostique John Catsimatidis, lui-même milliardaire, propriétaire du groupe Red Apple. « *Les taux d'intérêt vont rester bas, les marchés actions vont encore augmenter et l'économie mondiale va progresser encore d'au moins 2 %* ». Au total, Bloomberg précise que son classement accueille 109 nouveaux milliardaires, jamais apparus dans son indice. Parmi eux : Lynsi Torres, la plus jeune milliardaire des Etats-Unis. Cette femme de 31 ans est à la tête de In-N-Out Burger, fondée par sa famille en 1948 et qui vaut aujourd'hui plus de 1,4 milliard de dollars (+26%).

## Un article de l'AFP du 3 janvier 2014

### **Cambodge : la police ouvre le feu sur des ouvriers, trois morts. (05.01)**

La police cambodgienne a ouvert le feu vendredi à Phnom Penh sur une manifestation d'ouvriers du textile, faisant au moins trois morts, dernier épisode violent d'une mobilisation qui dure depuis des semaines pour réclamer des hausses de salaires.

Il s'agit des "*plus graves violences commises contre des civils depuis 15 ans au Cambodge*", a dénoncé la Ligue cambodgienne de défense des droits de l'Homme (Licadho).

Les tirs ont eu lieu alors que des milliers d'ouvriers bloquaient une route devant leurs usines et que certains manifestants armés de bâtons, de pierres et de cocktails Molotov se sont opposés aux forces de l'ordre.

La police militaire a d'abord procédé à des tirs de semonce, avant d'ouvrir le feu directement sur les manifestants, selon un photographe de l'AFP.

"*Trois personnes sont mortes et deux ont été blessées*", a déclaré à l'AFP Chuon Narin, commissaire adjoint de la police de Phnom Penh.

Mais la Licadho a évoqué quatre morts et 21 blessés.

La mobilisation des ouvriers du textile, qui coïncide avec des manifestations de l'opposition réclamant le départ du Premier ministre Hun Sen, avait déjà conduit en novembre dernier à la mort d'une femme par balle.

"*Cette fois, ils ont utilisé des fusils*", a dénoncé Chan Soveth, du groupe de défense des droits de l'Homme Adhoc, qui était sur place, assurant qu'une dizaine de manifestants avaient été grièvement blessés.

Le porte-parole de la police militaire Kheng Tito a quant à lui indiqué que l'intervention avait été rendue nécessaire après que neuf policiers eurent été blessés dans des incidents avec les manifestants.

"*Nous étions inquiets pour la sécurité, alors nous devons réprimer*" la manifestation, a-t-il déclaré.

"*Si nous leur permettons de continuer à faire grève, cela va devenir l'anarchie*", a-t-il assuré.

Les manifestations du secteur textile, crucial pour l'économie cambodgienne, se sont multipliées ces dernières années pour dénoncer les conditions de travail.

L'Organisation internationale du travail (OIT) a souligné récemment que celles-ci s'étaient détériorées.

Au coeur des revendications de cette dernière mobilisation : le passage à un salaire minimum de 160 dollars par mois en 2014. Il est jusqu'ici de 80 dollars et le gouvernement a promis récemment de le porter à 95 dollars dès avril 2014, ce que les syndicats jugent insuffisant.

Le secteur textile emploie quelque 650.000 ouvriers, dont 400.000 pour des sociétés qui travaillent pour des grandes marques internationales.

Les ouvriers du textile se sont récemment alliés aux manifestants de l'opposition qui réclament de nouvelles élections, estimant que celles de juillet ont été entachées de fraudes massives.

"*Nous déplorons ces violences, que nous condamnons avec la plus grande vigueur*", a déclaré vendredi à l'AFP le chef de l'opposition Sam Rainsy.

"*C'est une tentative inacceptable de briser non pas seulement une grève ouvrière, mais aussi le mouvement ouvrier dans son ensemble. Et derrière le mouvement ouvrier, de briser le mouvement démocratique qui est en train de se développer au Cambodge*", a-t-il ajouté.

Après la "fusillade" de vendredi, *"les gens sont certes choqués, mais ils sont plus déterminés que jamais à obtenir pour les ouvriers un salaire minimum décent et pour tous les citoyens cambodgiens de nouvelles élections"*, a insisté Rainsy.

Le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'Homme au Cambodge, Surya P. Subedi a également critiqué les tirs demandant au gouvernement d'ouvrir une enquête *"pour savoir s'il y avait eu un recours excessif à la force"*.

*"Je demande aux autorités de faire preuve de retenue à l'égard des manifestants. Tout recours à la force par des responsables doit se faire conformément aux principes de la légalité"*, a-t-il déclaré.

Par ailleurs dans une allusion à des informations faisant état des violences de la part des manifestants, M. Subedi leur a demandé *"de faire preuve de la plus grande retenue quel que soit le motif de leur contestation"*.

Selon les résultats officiels, le Parti du peuple cambodgien (CPP) au pouvoir, malgré son plus mauvais score depuis 1998, a remporté 68 sièges aux législatives du 28 juillet, contre 55 au Parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP) de Rainsy.

Mais l'opposition a revendiqué la victoire et dénoncé un *"coup d'Etat constitutionnel"*. Ses députés boycottent l'Assemblée nationale depuis son ouverture en septembre, notamment pour protester contre le fait que Rainsy, rentré d'exil juste avant le scrutin, n'avait pas été autorisé à y participer.

Hun Sen, 61 ans, au pouvoir depuis 1985, a promis d'y rester encore au moins dix ans.

Malgré sa croissance rapide, le Cambodge reste l'un des pays des plus pauvres de la planète, et le mécontentement de la population augmente face à l'accaparement des richesses, notamment des terres, par les proches du pouvoir.

### **Complément - Cambodge : les autorités interdisent les manifestations - Lepoint.fr et AFP 04.101**

Les manifestations de l'opposition ont finalement été interdites. C'est la décision des autorités cambodgiennes au lendemain de la répression d'un rassemblement d'ouvriers du textile qui a fait au moins trois morts. Samedi, des policiers antiémeutes équipés de boucliers et de matraques sont entrés dans un parc de Phnom Penh, provoquant la fuite des militants du Parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP) qui y étaient rassemblés depuis décembre pour réclamer de nouvelles élections.

Cette intervention, qui ne semblait pas avoir été accompagnée de heurts, survient au lendemain de la répression d'une manifestation d'ouvriers du textile réclamant des augmentations de salaire, sur lesquels les forces de l'ordre ont ouvert le feu, faisant au moins trois morts.

Dans ces circonstances, et alors que les ouvriers du textile se sont récemment alliés aux partisans de l'opposition, la municipalité de Phnom Penh a décidé de ne plus autoriser le CNRP à manifester dans le parc de la Démocratie ou dans les rues *"à partir du 4 janvier et jusqu'à ce que la situation et l'ordre public reviennent à la normale"*, a déclaré le gouverneur de la capitale, Pa Socheatvong. *"Ils ne seront plus autorisés à se rassembler, à manifester ou à organiser une quelconque activité politique dans le parc"*, a renchéri Kheng Tito, porte-parole de la police militaire, assurant que la police n'avait pas utilisé la force samedi.

L'opération de samedi matin a malgré tout été immédiatement dénoncée par l'opposition. *"C'est l'acte d'une dictature communiste"*, a commenté le porte-parole du CNRP, Yim Sovann, soulignant que les manifestants avaient fui pour éviter des violences. Le CNRP, qui avait prévu à partir de dimanche trois journées de grandes manifestations, a appelé dans un communiqué ses partisans à rester *"calmes"* pendant que le parti réfléchissait à une *"nouvelle stratégie"*.

Les violences ont été dénoncées par les États-Unis et l'ONU, qui a réclamé une enquête, et ont provoqué l'indignation des défenseurs des droits de l'homme...

## Commentaire.

On retrouve le même scénario qu'en Ukraine, Libye, Syrie, Egypte, Tunisie, Yémen, Russie, etc. à ceci près qu'ici ils tentent de se servir d'un mouvement social des ouvriers du textile pour mettre en oeuvre le cycle provocation, répression, dénonciation, soutenu évidemment par les Etats-Unis et l'UE.

## Un article de [counterpunch.org](http://counterpunch.org) publié par le Réseau Voltaire du 5 janvier 2014

### La Bête Noire de l'establishment français. (07.01)

Cet article, initialement publié aux États-Unis, entend expliquer aux étrangers la vindicte hystérique du gouvernement français contre l'humoriste le plus populaire du pays, Dieudonné. Pour Diana Johnstone, c'est l'occasion de montrer pourquoi et comment la classe dirigeante française abandonne toutes les valeurs républicaines dont elle se réclame.

Diana Johnstone.

À Paris, les médias traditionnels et les politiques commencent la nouvelle année avec une résolution partagée pour 2014 : museler définitivement un comédien franco-africain qui devient trop populaire auprès des jeunes gens.

Entre Noël et la Saint-Sylvestre, ce n'est personne d'autre que le président de la République, François Hollande qui, lors d'une visite en Arabie Saoudite pour de (très grosses) affaires commerciales, a déclaré que son gouvernement devait trouver un moyen d'interdire des spectacles de l'humoriste Dieudonné M'Bala M' Bala, ainsi qu'a appelé à le faire le ministre français de l'Intérieur, Manuel Valls.

Le leader du parti conservateur d'opposition, l'UMP Jean-François Copé, a fait immédiatement chorus en apportant un « soutien total » à la réduction au silence de l'incontrôlable comédien.

Au milieu de ce chœur médiatique unanime, l'hebdomadaire Le Nouvel Observateur a écrit en éditorial que Dieudonné est « *déjà mort*, » lessivé, fini. La rédaction débattait ouvertement de la meilleure tactique entre essayer de le faire emprisonner pour « *incitation à la haine raciale* », l'annulation de ses spectacles sur la base de potentielles « *menaces de trouble à l'ordre public*, » ou l'exercice de pressions en menaçant les communes de diminuer le montant des subventions pour la culture si elles l'autorisent à se produire.

L'objectif de Manuel Valls, le patron de la police nationale, est clair, mais le pouvoir tâtonne quant à la méthode.

Le cliché méprisant qui est constamment répété est que « *Dieudonné ne fait plus rire personne.* »

En réalité, c'est le contraire qui est vrai. Et c'est là le problème. Dans sa récente tournée dans les villes françaises, des vidéos montrent de grandes salles archi combles pliées de rire devant leur humoriste préféré. Il a popularisé un geste simple qu'il appelle la « *quenelle*. » Ce geste est imité par des jeunes gens dans toute la France. Elle veut dire tout simplement et à l'évidence : on en a marre.

Pour inventer un prétexte pour détruire Dieudonné, la principale organisation juive, le CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France, équivalent français de l'AIPAC) et la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), qui jouit de privilèges particuliers dans le droit français [1] ont sorti une histoire extravagante pour qualifier Dieudonné et ceux qui le suivent de « *nazis*. » La quenelle n'est selon toute évidence qu'un geste grossier signifiant à peu près « *dans ton cul* » avec une main placée en haut de l'autre bras pointé vers le bas pour préciser la longueur de la quenelle.

Mais pour le CRIF et la LICRA, la quenelle est « *un salut nazi à l'envers* ». (On n'est jamais assez « *vigilant* » quand on cherche un Hitler caché)

Comme quelqu'un l'a remarqué, un « *salut nazi à l'envers* » peut tout aussi bien être considéré anti-nazi. Si encore le geste a quelque chose à voir avec Heil Hitler. Ce qui n'est manifestement pas le cas.

Mais le monde des médias reprend cette affirmation, en signalant tout du moins que « *certains considèrent la quenelle comme un salut nazi à l'envers.* » Peu importe si ceux qui pratiquent ce geste n'ont aucun doute sur ce qu'il veut dire : N...e le système !

Mais jusqu'à quel point le CRIF et la LICRA sont-ils « le système » ?

## La France a un grand besoin de rire

L'industrie française est en train de disparaître, avec des usines qui ferment les unes après les autres. L'imposition des citoyens à faibles revenus est à la hausse, pour sauver les banques et l'euro. La désillusion vis-à-vis de l'Union européenne est de plus en plus forte. Les règles de l'UE empêchent toute action sérieuse pour améliorer l'état de l'économie française. Pendant ce temps, les politiciens de gauche et de droite continuent leurs discours creux, émaillés de clichés sur les « *droits de l'homme* » —en grande partie comme prétexte pour aller à la guerre au Moyen-Orient ou pour des diatribes contre la Chine et la Russie—. Le pourcentage d'opinions positives sur le président Hollande a dégringolé à 15 %. Pourtant les gens votent, avec pour résultat les mêmes politiques, décidées par l'UE.

Pourquoi alors la classe dirigeante concentre-t-elle sa vindicte sur « *l'humoriste le plus talentueux de sa génération* » (ainsi que le reconnaissent ses confrères, même quand ils le dénoncent) ?

La réponse en bref est probablement que la popularité montante de Dieudonné auprès de la jeunesse illustre un accroissement de l'écart entre générations. Dieudonné fait rire aux dépens de l'ensemble de l'establishment politique. Ce qui a eu pour conséquences un torrent d'injures et de démarches pour interdire ses spectacles, le ruiner financièrement et même le faire aller en prison. Les attaques verbales fournissent le contexte propice à des agressions physiques contre lui. Il y a quelques jours, son assistant Jacky Sigaux a été agressé physiquement en pleine journée par plusieurs hommes masqués devant la mairie du 19<sup>ème</sup> arrondissement – juste en face du parc des Buttes Chaumont. Il a déposé plainte.

Mais quelle protection peut-on espérer de la part d'un gouvernement dont le ministre de l'intérieur, Manuel Valls —en charge de la police— promis de trouver les moyens de faire taire Dieudonné ?

Cette affaire est importante mais il est pratiquement certain qu'elle ne sera pas traitée correctement dans les médias hors de France – exactement comme elle n'est pas traitée correctement dans la presse française qui est la source de presque tout ce qui est rapporté à l'étranger. Les problèmes liés à la traduction, une part de malentendus et de contrevérités ajoutent à la confusion.

## Pourquoi le haïssent-ils ?

Dieudonné M'Bala M'Bala est né dans la banlieue parisienne il y a 48 ans. Sa mère était une blanche originaire de Bretagne, son père était un Africain originaire du Cameroun. Ce qui devrait faire de lui l'enfant-modèle du « *multiculturalisme* » que l'idéologie dominante de la gauche affirme promouvoir. Et durant la première partie de sa carrière, en duo avec son ami juif Elie Semoun, il était exactement ça : il faisait campagne contre le racisme, concentrant ses attaques sur le Front National allant même jusqu'à se présenter aux élections municipales contre une candidate du Front National à Dreux, une cité d'ortoir à environ 90 kilomètres à l'ouest de Paris où il réside. Comme les meilleurs humoristes, Dieudonné a toujours ciblé les événements de l'actualité, avec un engagement et une dignité peu courants dans la profession. Sa carrière était florissante, il jouait dans des films, était invité à la télévision et travaillait désormais en solo. Très bon observateur, il excelle dans des imitations assez subtiles de divers types de personnalités et groupes ethniques, des Africains aux Chinois.

Il y a dix ans, le 1<sup>er</sup> décembre 2003, en tant qu'invité dans une émission de télévision traitant d'actualité intitulée « On ne peut pas plaire à tout le monde, » un nom tout à fait approprié, Dieudonné était arrivé sur le plateau sommairement déguisé en « *converti au sionisme extrémiste* », suggérant aux autres de « *rejoindre l'axe du bien israélo-américain* ». Cette mise en cause relativement modérée de « *l'axe du mal* » de George W. Bush semblait complètement dans l'air du temps. Ce sketch se terminait par un bref salut « *Isra-heil* ». On était loin du Dieudonné des débuts mais l'humoriste populaire avait été néanmoins salué avec enthousiasme par les autres comédiens tandis que le public présent sur le plateau lui avait fait une standing ovation.

C'était dans la première année de l'attaque états-unienne contre l'Irak à laquelle la France avait refusé de s'associer, ce qui avait amené Washington à rebaptiser ce qu'on appelle là-bas « *french fries* » (belges en réalité) en « *freedom fries* » .

Puis les protestations ont commencé à arriver, concernant particulièrement le geste final vu comme posant une équivalence entre Israël et l'Allemagne nazie.

« *Antisémitisme !* » criait-on même si la cible du sketch était Israël (et les États Unis et leurs alliés au Moyen Orient). Les appels se multipliaient pour interdire ses spectacles, le poursuivre en justice, détruire sa carrière. Dieudonné a essayé d'expliquer que son sketch ne visait pas les Juifs en tant que tels mais, à la différence d'autres avant lui, il n'a pas présenté d'excuses pour une offense qu'il considère ne pas avoir commise. Pourquoi n'y-a-t-il pas eu de protestations de la part des Africains dont il s'est moqué ? Ou des Musulmans, Ou des Chinois ? Pourquoi une seule communauté a-t-elle réagi avec autant de rage ?

A commencé alors une décennie d'escalade. La LICRA entama une longue série d'actions en justice contre lui (« *incitation à la haine raciale* »), les perdant au début mais ne relâchant pas la pression. Au lieu de céder, après chaque attaque Dieudonné a poussé plus avant sa critique du « *sionisme* ». Dans le même temps, Dieudonné était graduellement exclu des studios de télévision et traité comme un paria par les médias grand public. C'est seulement la profusion récente sur internet d'images montrant de jeunes gens en train de faire le geste de la quenelle qui a poussé l'establishment à conclure qu'une attaque frontale serait plus efficace que d'essayer de l'ignorer.

### L'arrière-plan idéologique

Pour essayer de comprendre la signification de l'affaire Dieudonné, il est nécessaire d'appréhender le contexte idéologique. Pour des raisons trop complexes pour qu'on les présente ici, la gauche française – la gauche dont la préoccupation principale était autrefois le bien-être des travailleurs, l'égalité sociale, l'opposition aux guerres d'agression, la liberté d'expression – n'existe pratiquement plus. La droite a gagné la bataille décisive de l'économie avec le triomphe de politiques qui favorisent la stabilité monétaire et les intérêts du capital financier international (le « *néolibéralisme* »). Comme prix de consolation, la gauche jouit d'une certaine prééminence idéologique basée sur l'anti-racisme, l'anti-nationalisme et l'engagement en faveur de l'Union Européenne —et même de l'hypothétique « *Europe sociale* » qui s'éloigne à grands pas pour rejoindre le cimetière des rêves disparus—. En fait, cette idéologie coïncide parfaitement avec une mondialisation fondée sur les exigences du capitalisme financier international.

En l'absence de toute véritable gauche sociale et économique, la France a sombré dans une sorte de « *politique de l'identité* » qui fait à la fois l'éloge du multiculturalisme et réagit avec véhémence contre le « *communautarisme* », c'est-à-dire l'affirmation de n'importe quel particularisme jugé indésirable. Mais certains particularismes ethniques sont encore moins les bienvenus que d'autres. Le voile islamique a été d'abord interdit dans les écoles, et les demandes pour le faire interdire dans l'espace public se font de plus en plus pressantes. Le niqab et la burqa, quoique rares, ont été interdits par une loi. Des controverses éclatent sur la nourriture halal dans les cantines, les prières sur la voie publique, tandis que des caricatures raillent régulièrement l'Islam. Quoi qu'on puisse penser de tout ça, la lutte contre le communautarisme peut être vue par certains comme dirigée contre une communauté en particulier. Dans le même temps, les dirigeants politiques français ont pris la tête de ceux qui appellent à la guerre dans des pays musulmans comme la Libye et la Syrie tout en affichant leur dévotion pour Israël.

En même temps, une autre communauté fait l'objet d'une sollicitude de tous les instants. Ces vingt dernières années, alors que la pratique religieuse et l'engagement politique ont considérablement décliné, l'holocauste, appelé Shoah en France, est devenu progressivement une sorte de religion d'État. Les écoles commémorent la Shoah chaque année, elle domine de plus en plus dans une conscience historique en recul sous les autres aspects tout comme nombre d'approches en sciences humaines. En particulier, de tous les événements de la longue histoire de France, le seul protégé par une loi est la Shoah. La loi dite Gayssot prohibe tout questionnement sur l'histoire de la Shoah, une interférence absolument sans précédent avec la liberté d'expression. En outre, certaines associations comme la LICRA, se sont vues accorder le privilège de pouvoir poursuivre des individus en justice sur la base de « *l'incitation à la haine raciale* » (interprétée de manière très large et inégale) avec la possibilité d'encaisser des dommages et intérêts au nom de la « *communauté insultée* ». En pratique, ces lois servent surtout à poursuivre « l'antisémitisme » présumé et le « *révisionnisme* » par rapport à la Shoah. Même si elles sont souvent rejetées par les tribunaux, de telles actions en justice participent du harcèlement et de l'intimidation. La France est un des rares pays où le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) contre la colonisation israélienne peut aussi être attaqué devant les tribunaux pour « *incitation à la haine raciale*. »

Organisation violente, la Ligue de Défense Juive (LDJ), illégale aux États-Unis et même en Israël, est connue pour avoir saccagé des librairies ou frappé des individus isolés, parfois âgés. Quand les agresseurs sont identifiés, la fuite en Israël est une bonne porte de sortie. Les victimes de la LDJ n'inspirent jamais dans l'opinion publique quoi que ce soit de comparable à l'indignation publique massive quand un citoyen juif est

victime d'une agression gratuite. Par ailleurs, les politiciens se rendent au dîner annuel du CRIF avec le même zèle que ceux des États-Unis pour aller au dîner de l'AIPAC —pas pour financer leurs campagnes électorales mais pour prouver la bienveillance de leurs sentiments—.

La France possède la plus importante communauté juive d'Europe occidentale, une population qui a en grande majorité échappé à la déportation pendant l'occupation allemande au cours de laquelle les immigrés juifs avaient été expulsés vers les camps de concentration. En plus d'une communauté juive établie depuis très longtemps, il y a beaucoup de nouveaux venus originaires d'Afrique du Nord. Tout cela contribue à une population aux succès très dynamiques, très présente dans les professions les plus visibles et les plus populaires (le journalisme, le show business ainsi que la science et la médecine entre autres)

De tous les partis politiques français, le Parti Socialiste (en particulier via le Parti Travailleur de Shimon Peres qui est membre de l'Internationale Socialiste) est celui qui a les liens historiques les plus étroits avec Israël. Dans les années 1950, quand la France combattait le mouvement de libération nationale algérien, le gouvernement français (via Peres) avait contribué au projet israélien de production d'armes atomiques. Aujourd'hui, ce n'est pas le Parti Travailleur qui gouverne Israël mais l'extrême droite. La récente visite amicale faite par François Hollande à Benjamin Netanyahu a montré que la dérive droitière de la vie politique en Israël n'a absolument pas tendu les relations —qui semblent plus étroites que jamais—.

Il n'empêche que la communauté juive est très petite en comparaison du grand nombre d'immigrés arabes venus d'Afrique du Nord ou des immigrés noirs originaires des anciennes colonies françaises en Afrique. Il y a quelques années, Pascal Boniface, un intellectuel de renom membre du PS, avait prudemment averti les dirigeants du parti que leur biais en faveur de la communauté juive pourrait finir par causer des problèmes électoraux. Cet avertissement qui figurait dans un document d'analyse politique avait provoqué un tollé qui lui avait presque coûté sa carrière.

Mais le fait demeure : il n'est guère difficile pour les français d'origine arabe ou africaine d'avoir le sentiment que le « *communautarisme* » qui a vraiment de l'influence est le communautarisme juif.

### **Les usages politiques de l'holocauste**

Norman Finkelstein a montré il y a quelques temps que l'holocauste peut être exploité à des fins pour le moins dénuées de noblesse : comme extorquer des fonds à des banques suisses. La situation en France est cependant très différente. Il ne fait guère de doute que les rappels constants de la Shoah fonctionnent comme une sorte de protection pour Israël contre l'hostilité que génère le traitement infligé aux palestiniens. Mais la religion de l'holocauste a un autre impact politique plus profond qui n'a pas de relation directe avec le destin des Juifs.

Plus que toute autre chose, Auschwitz a été interprété en tant que symbole de ce à quoi mène le nationalisme. La référence à Auschwitz a servi à donner mauvaise conscience à l'Europe, et notamment aux Français si on tient compte du fait que leur rôle relativement marginal dans cette affaire [Auschwitz] avait été une conséquence de la défaite militaire et de l'occupation du pays par l'Allemagne nazie. Bernard-Henri Lévy, l'écrivain dont l'influence s'est accrue dans des proportions grotesques ces dernières années (il a poussé le président Sarkozy à la guerre contre la Libye), avait commencé sa carrière en soutenant que le « *fascisme* » est l'authentique « *idéologie française* ». Culpabilité, culpabilité, culpabilité. En faisant d'Auschwitz l'événement le plus significatif de l'histoire contemporaine, un certain nombre d'écrivains et de personnages publics justifient par défaut le pouvoir croissant de l'Union Européenne en tant que remplacement indispensable des nations européennes intrinsèquement « *mauvaises*. » Plus jamais Auschwitz ! Dissoudre les États-Nations dans une bureaucratie technocratique libérée de l'influence émotionnelle de citoyens qui pourraient ne pas voter correctement. Vous vous sentez français ? Ou allemand ? Vous devriez en éprouver de la culpabilité – à cause d'Auschwitz.

Les Européens sont de moins en moins enthousiastes devant l'UE car elle ruine leurs économies et leur retire tout contrôle démocratique sur elles. Ils peuvent voter pour le mariage gay, mais pas pour la moindre mesure keynésienne et encore moins socialiste. La culpabilité pour le passé est néanmoins supposée maintenir leur fidélité à l'égard du rêve européen.

Les fans de Dieudonné, si on en juge par les photos, semblent être en majorité des hommes jeunes, âgés entre 20 et 30 ans. Ils sont nés deux bonnes générations après la Seconde Guerre mondiale. Ils ont passé

leurs vies à entendre parler de la Shoah. Plus de 300 écoles parisiennes arborent une plaque commémorant le sort funeste d'enfants juifs déportés dans les camps de concentration nazis. Quel peut bien être l'effet de tout ça ? Pour beaucoup de ceux qui sont nés longtemps après ces terribles événements, il semble que tout le monde est supposé se sentir coupable —si ce n'est pas pour ce qu'ils n'ont pas fait, alors c'est pour ce qu'ils auraient été supposés avoir fait s'ils en avaient eu la possibilité [s'ils avaient vécu à l'époque, NdT]—.

Quand Dieudonné a transformé Chaud Cacao, une vieille chanson « *tropicale* » un peu raciste, en Shoah Ananas, le refrain a été repris en masse par les fans de Dieudonné. J'ose croire qu'ils ne se moquent pas de la véritable Shoah mais plutôt de ceux qui leur rappellent tout le temps des événements qui sont supposés les faire se sentir coupables, insignifiants et impuissants. Une bonne partie de cette génération en a assez d'entendre parler de la période 1939 – 1945 alors que son propre avenir est sombre.

### **Personne ne sait quand s'arrêter**

Dimanche dernier, Nicolas Anelka, un footballeur très connu d'origine afro-belge [2] qui évolue en Angleterre a fait une quenelle après avoir marqué un but —en signe de solidarité avec son ami Dieudonné M'Bala M'Bala—. Suite à ce geste simple et à la base insignifiant, le tumulte a atteint de nouveaux sommets.

À l'Assemblée Nationale française, Meyer Habib représente les « *Français de l'étranger* » – dont 4 000 Israéliens d'origine française [3]. Lundi dernier, il a twitté « *La quenelle d'Anelka est intolérable ! Je vais déposer une proposition de loi pour punir ce nouveau salut nazi pratiqué par les antisémites.* »

La France a adopté des lois pour « *punir l'antisémitisme* ». Le résultat est à l'opposé. De telles dispositions tendent simplement à confirmer la vieille idée selon laquelle « *les juifs dirigent le pays* » et participent à la montée de l'antisémitisme. Quand de jeunes français voient un Franco-israélien essayer de transformer en délit un simple geste, quand la communauté juive se mobilise pour interdire leur humoriste préféré, cela ne peut que faire monter l'antisémitisme et même encore plus rapidement.

Il reste que dans cette escalade le rapport de forces est très inégal. Un humoriste n'a pour armes que des mots et des fans qui pourraient bien se disperser quand la situation va se corser. De l'autre côté se trouvent l'idéologie dominante et le pouvoir de l'État.

Dans ce genre de conflit, la paix civile dépend de la sagesse et de la capacité de ceux qui ont le plus de pouvoir à faire montre de retenue. S'ils n'agissent pas en ce sens, alors cela pourrait être un jeu sans vainqueurs.

Diana Johnstone

### **Note**

[1] L'auteur parle du droit de se porter partie civile, NdT.

[2] La famille d'Anelka est en fait originaire des Antilles, NdT

[3] plus de 78 000 inscrits sur les registres électoraux en réalité, NdT

## Un article AFP du 7 janvier 2013

### Deux lycéens brièvement placés en garde à vue pour une "quenelle". (09.01)

Deux lycéens ont été brièvement placés en garde à vue lundi soir pour la photographie d'une "quenelle" à l'intérieur de leur établissement scolaire, a-t-on appris mardi de source judiciaire confirmant une information de France Culture.

L'un des deux lycéens, qui font l'objet d'une plainte pour apologie de crime contre l'humanité déposée par un enseignant, s'est fait photographier par son camarade alors qu'il réalisait ce geste de ralliement à Dieudonné souvent perçu comme antisémite. (Par les esprits malintentionnés, dont les salopards de journaliste de l'AFP et pas seulement apparemment - ndlr). En outre, le lycéen posait devant un ananas, référence à la chanson "Shoah nanas" chantée par Dieudonné, parodie polémique du titre de "Chaud cacao" d'Annie Cordy.

Les faits se sont déroulés début décembre au lycée Rosa-Parks de Montgeron (Essonne).

La photo a ensuite fait l'objet d'un montage où n'apparaît pas le visage du lycéen, selon la source judiciaire. Elle aurait ensuite été échangée entre élèves via des messages téléphoniques. L'enquête de police n'a pas encore pu établir si celle-ci a été diffusée via les réseaux sociaux.

Avertie par un autre élève, une enseignante s'estimant visée par le photo-montage a alerté le procureur avant de porter plainte et une enquête a été ouverte par le parquet d'Evry.

Lundi soir, les deux lycéens ont été brièvement auditionnés sous le régime de la garde à vue par des policiers du commissariat de Montgeron avant d'être remis en liberté.

Si la qualification retenue pour la garde à vue reprenait celle de la plainte de l'enseignante, à savoir apologie de crime contre l'humanité, elle ne présage en rien de la nature des futures poursuites à l'encontre de ces jeunes, a précisé le parquet d'Evry.

*"Je l'ai fait, c'était juste pour m'amuser et je ne voulais pas le faire contre qui que ce soit, en fait. On m'a dit que j'avais fait un geste antisémite mais moi c'était pas pour ça que je voulais le faire. On voulait le faire contre la société en fait",* a déclaré l'un des deux lycéens incriminés, interrogé sur France Culture.

Les deux élèves doivent passer en conseil de discipline, jeudi.

Commentaire.

C'est le règne de la tyrannie ! On adresse un bras d'honneur à ces enseignants qui devraient être révoqués de l'Education nationale et envoyés en camp de redressement psychiatrique ! Qui a dit à vous dégoûter de l'école ?

## Un article AFP du 8 janvier 2014

### Turquie: nouveau coup de balai dans la police et la justice, l'UE inquiète (09.01)

Le gouvernement turc a donné mercredi un nouveau coup de balai au sein de la police et de la justice, soupçonnées de jouer contre lui dans le scandale de corruption qui l'éclabousse, s'attirant une ferme mise en garde de ses partenaires européens.

Après avoir démis de leurs fonctions 350 policiers d'Ankara mardi, le ministre de l'Intérieur Ekan Ala a signé mercredi un nouveau décret congédiant cette fois 16 hauts responsables de la police, dont le chef adjoint de la sûreté nationale et ceux de métropoles-clés comme Ankara, Izmir (ouest), Antalya (sud) et Diyarbakir (sud-est).

Selon le comptage fait par la presse turque, cette nouvelle purge porte à plus de 700, dont de nombreux gradés, le nombre des policiers démis de leurs fonctions depuis la mi-décembre.

Le gouvernement est également passé à l'attaque contre l'une des principales institutions judiciaires, le Haut-conseil des juges et procureurs (HSKY), qui avait annoncé mardi l'ouverture d'une enquête concernant les "pressions" exercées sur les magistrats chargés du dossier.

Le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir a ainsi déposé mardi soir au Parlement une proposition de loi visant à renforcer le rôle de l'exécutif au sein du HSKY, chargé de nommer les magistrats, qui sera discutée dès vendredi.

Et le ministre de la Justice Bekir Bozdog a fait savoir qu'il refuserait son feu vert, indispensable, aux investigations souhaitées par l'institution.

"Toute proposition visant à réduire les pouvoirs du HSKY constitue un sérieux coup porté à l'indépendance de la justice en Turquie", a vivement réagi le commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks, sur Twitter.

L'union européenne (UE) a également haussé le ton en confiant, par la voix du porte-parole de la Commission, Olivier Bailly, son "inquiétude" et en réclamant une enquête "transparente et impartiale" sur les accusations de corruption qui visent le pouvoir.

Toutes les victimes du nettoyage opéré sur ordre du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan sont soupçonnées d'appartenir à la très influente confrérie du prédicateur musulman Fethullah Gülen, qu'il accuse d'être à l'origine du scandale secouant la Turquie.

En tournée en Asie toute la semaine, M. Erdogan reproche à l'organisation de M. Gülen, qui vit en Pennsylvanie aux Etats-Unis, d'avoir constitué un "Etat dans l'Etat" et ourdi une "conspiration" pour le faire tomber, à trois mois des élections municipales.

La décision en novembre du gouvernement de fermer les établissements privés de soutien scolaire, source d'une manne financière pour la confrérie, a mis le feu aux poudres et semé la discorde entre le camp du Premier ministre et M. Gülen, pourtant alliés depuis l'accession de l'AKP au pouvoir en 2002.

Réputé proche des réseaux "gülenistes", l'un des procureurs d'Istanbul, Zekeriya Oz, a ainsi été dessaisi de l'affaire et mis en disponibilité.

Ce magistrat est sorti mercredi de son silence pour démentir les informations publiées le weekend dernier par la presse pro-gouvernementale, qui l'accusait d'avoir passé des vacances en famille à Dubaï aux frais d'un magnat de l'immobilier inculpé dans son enquête.

M. Oz en a également profité pour accuser deux "envoyés" de M. Erdogan de l'avoir menacé.

*"Ils m'ont dit que le Premier ministre était très en colère contre moi. Ils m'ont demandé d'arrêter l'enquête et de lui écrire une lettre d'excuses", a-t-il affirmé devant la presse.*

Actuellement en tournée en Asie, M. Erdogan a catégoriquement démenti ces allégations dans un communiqué, dénonçant des *"mensonges et des propos diffamatoires"*.

Outre la justice et de la police, le pouvoir a étendu sa reprise en main de l'appareil d'Etat à toute la fonction publique. Depuis plusieurs jours, de nombreux hauts fonctionnaires des ministères des Finances, de l'Education et des Transports ont également été remerciés, selon les médias turcs.

Six mois après les manifestations populaires ayant fait vaciller son régime, ce scandale et les contestations qu'il suscite au sein de son propre camp font peser une menace sur l'avenir politique personnel de M. Erdogan, qui envisage de se présenter à la présidentielle d'août 2014.

## Un article Le Nouvel Observateur avec AFP du 9 janvier 2013

### Quenelle dans l'enceinte du lycée : deux élèves exclus définitivement. (10.01)

**Cette décision peut faire l'objet d'un appel sous huit jours. Ils avaient pris une photo du geste controversé à l'intérieur de leur établissement scolaire dans l'Essonne.**

Deux élèves qui avaient été brièvement placés en garde à vue pour avoir fait une "quenelle" à l'intérieur de leur lycée dans l'Essonne ont été exclus jeudi 9 janvier dans la soirée de leur établissement, a déclaré à l'AFP le rectorat de Versailles.

(C'est un lycée ou une caserne, un camp de concentration ? - ndlr)

Ces deux élèves de terminale ES comparaissaient devant le conseil de discipline du lycée Rosa-Parks à Montgeron pour "*réalisation dans l'établissement d'une photographie à caractère raciste*" et "*récidive dans des provocations racistes*", a-t-il précisé.

(Le général qui dirige ce camp a décrété que ce geste avait un "*à caractère raciste*". - ndlr)

L'un des deux lycéens, qui font l'objet d'une plainte pour apologie de crime contre l'humanité déposée par une enseignante, s'était fait photographe début décembre par son camarade alors qu'il réalisait ce geste de ralliement à Dieudonné souvent perçu comme antisémite. En outre, le lycéen posait devant un ananas, référence à la chanson "*Shoah nanas*" chantée par l'humoriste controversé, parodie polémique du titre "*Chaud cacao*" d'Annie Cordy.

(La parodie est un crime sous une dictature, apprenez-le à vos dépens. Jusqu'à présent le marché jubilait, l'ananas n'avait jamais connu un tel engouement des consommateurs en France, demain avec les producteurs ils vont se plaindre qu'il est en chute libre ! Personnellement je déteste l'ananas, sans déconner, c'est d'ailleurs le seul fruit que je ne peux pas manger, donc j'ai la conscience tranquille, ouf ! Par contre mon épouse adore cela, mais bon, elle est noire, elle a une circonstance atténuante, je ne vais pas la larguer tout de suite... - ndlr)

Selon le rectorat, ces deux adolescents âgés de 17 ans s'étaient également signalés en début d'année scolaire, en votant aux élections des délégués de classe avec des bulletins où était écrit "*Hitler*", "*Jean-Marie Le Pen*" ou encore "*Klaus Barbie*".

(Ils auraient pu très bien écrire René Bousquet, Paul Touvier ou Maurice Papon protégés par le régime et Mitterrand, le PS... Ce sont encore des gosses, même s'ils ont des saloperies dans la tête, ceux qui ont adopté la version officielle du 11 septembre 2001 ne légitiment-ils pas les guerres lancées depuis par l'impérialisme américain, par exemple, en voilà une belle saloperie aussi, non ? - ndlr)

Exclusion définitive avec effet immédiat

Le conseil de discipline a voté leur exclusion définitive avec effet immédiat mais cette décision peut encore faire l'objet d'un appel sous huit jours.

"*Il revient au directeur académique de leur trouver un nouveau lycée*", a indiqué le rectorat.

(Diable, mais ce sont des parias, des antisémites de 17 ans, il faut les euthanasier, vous voulez en faire quoi, dites-nous, qui au rectorat prendra la responsabilité de leur trouver un nouvel établissement, qui va se faire le complice d'antisémites, et quel proviseur de lycée va les accepter, un antisémite sans doute, sa carrière est foutu, il n'a plus qu'à faire ses valises et changer de métier ou de pays... On continue ? - ndlr)

La photo de la "quenelle" avait été portée à la connaissance d'une enseignante qui, s'estimant visée, avait alerté le proviseur avant de porter plainte. Une enquête a été ouverte par le parquet d'Evry.

(Elle aurait mieux fait de fermer sa gueule ou de se faire soigner cette hystérique ! Un élève m'aurait fait un tel geste en classe, dans la cour ou dans la rue que j'en aurais ri, jaune peut-être en sachant qu'il était déjà pourri par des idées d'extrême droite, mais après tout à cet âge-là, agir autrement serait le condamner à persister dans cette voie au lieu de l'aider à comprendre qu'il faisait fausse route ou se trompait d'ennemi. Cela me semble être un comportement plus intelligent. Cette enseignante doit avoir son amour-propre bien mal placé, on la plaint. - ndlr)

Lundi soir, les deux lycéens ont été brièvement auditionnés sous le régime de la garde à vue par des policiers du commissariat de Montgeron avant d'être remis en liberté.

Si la qualification retenue pour la garde à vue reprenait celle de la plainte de l'enseignante, à savoir apologie de crime contre l'humanité, elle ne présage en rien de la nature d'éventuelles futures poursuites à l'encontre de ces jeunes, avait ensuite précisé le parquet d'Evry.

*"Je l'ai fait, c'était juste pour m'amuser et je ne voulais pas le faire contre qui que ce soit, en fait. On m'a dit que j'avais fait un geste antisémite mais moi c'était pas pour ça que je voulais le faire. On voulait le faire contre la société en fait"*, a déclaré l'un des deux lycéens incriminés, interrogé par France Culture.

(Nul n'est censé ignorer que le législateur procureur-dictateur interprète vos paroles et vos gestes à votre place, mieux il lit même dans vos pensées et devine à l'avance comment elles vont se traduire en pratique dans 10 ou 20 ans, donc il lui faut intervenir préventivement, comme en Irak si vous voulez. - ndlr)

Un article [lemonde.fr](http://lemonde.fr) du 9 janvier 2014

### Les étonnantes connexions entre Jean-Claude Gaudin et FO (10.01)

**Le symbole se voulait sans ambiguïté. Il a été pris comme tel par une assemblée de délégués Force ouvrière, qui a longuement applaudi, jeudi 9 janvier, Jean-Claude Gaudin, candidat UMP à sa propre succession à la mairie de Marseille.**

En offrant, à la fin d'une cérémonie de vœux aux allures de déclaration d'amour, une « *carte d'adhérent d'honneur* » à M. Gaudin, la section des Territoriaux du syndicat a clairement fait allégeance au maire sortant, à trois mois des municipales, et onze des prochaines élections professionnelles. « *Je sais que l'on va m'accuser de cela, assurait Patrick Rué, le secrétaire général FO à la ville de Marseille, mais j'assume... Jean-Claude Gaudin est un bon patron, tout comme l'est Eugène Caselli à la communauté urbaine.* »

Même s'il promet « un discours identique », mercredi prochain, lors d'une seconde cérémonie en l'honneur de M. Caselli, président de MPM et candidat PS dans le 2e secteur de Marseille, le patron des Territoriaux FO a sidéré plus d'un observateur en présentant, au nom de son organisation, « *des vœux de santé, de réussite... voire de consécration* » à M. Gaudin. « *Je vais m'asseoir...* », s'amusait la conseillère municipale UMP Martine Vassal, feignant l'évanouissement devant la débauche d'éloges adressés à son administration, dans une salle d'honneur de la mairie bondée de représentants Force ouvrière.

La cérémonie des vœux au maire est une tradition locale pour FO, organisation majoritaire à la ville (6 500 adhérents et 61 % des voix lors du dernier scrutin) et à la communauté urbaine (MPM). Un rendez-vous qui lui permet de faire passer des messages publics à l'administration.

En 2013, alors que M. Gaudin s'interrogeait encore sur son envie de briguer, à 74 ans, un quatrième mandat, Patrick Rué, fraîchement élu, s'était montré particulièrement virulent à l'encontre du maire. « *A l'époque, nous sortions de nombreux conflits, convenait hier M. Rué, mais, depuis, nous avons travaillé main dans la main, et le résultat est là.* » « *Aucune privatisation de service depuis 1995* », « *titularisations des précaires* », « *Tickets restaurant en hausse* », « *deux jours de congés en plus pour le personnel des crèches* »... Dans son discours, le responsable FO a aligné ce qu'il considère comme des « *avancées significatives* ».

Mais il a aussi réfuté en bloc les accusations de « *favoritisme* » portées par un récent rapport de la chambre régionale des comptes, et de « *cogestion* » évoquée par le candidat socialiste Patrick Mennucci. « *Il n'y a qu'un patron à la ville et c'est vous* », a lancé Patrick Rué à un Jean-Claude Gaudin ravi, prenant soin, toutefois, de lui offrir un parchemin contenant « *un cahier de revendications* » pouvant, selon le délégué FO, être « *intégrées à [son] programme électoral* ».

« *Cette cérémonie est une caricature de la cogestion par un pouvoir politique faible et un syndicat omnipotent* », a immédiatement déploré le député PS Patrick Mennucci, qui a fait de la « *fin du clientélisme* » et de « *la restauration d'un service public de qualité à la ville de Marseille* », deux axes forts de sa campagne. « *La remise d'une carte syndicale FO à Jean-Claude Gaudin est la négation des principes qui font le syndicalisme français* », a insisté le député-maire du 1er secteur.

D'ici mars, le soutien de Force ouvrière au maire de Marseille pourrait toutefois prendre d'autres formes. Présent à la mairie jeudi, Marc Katramados, secrétaire du syndicat à l'Assistance publique de Marseille (AP-HM), est ainsi pressenti pour rejoindre une des listes Gaudin. « *Rien n'est fait, assurait-il hier. Je suis demandeur mais il faut voir ce que l'on me propose.* »

Commentaire.

Les masques tombent. On a envie d'en rire, pour un syndicat qui se dit "*indépendant*" et soutenu comme tel par les dirigeants du POI, avant eux ceux du PT et de l'OCI, on a juste envie de dire que les faits nous donnent raison, hélas sans qu'on puisse rien y changer puisque cette situation convient finalement à tout le monde, c'est ainsi !

La CFDT collaborent au niveau de l'Etat, CGT des grandes entreprises publiques et privées, FO des collectivités locales et la boucle de la collaboration de classes est bouclée.

En réalité tous collaborent ainsi avec l'ennemi de classe au niveau des institutions (gouvernement, Conseil économique et social, etc.), des administrations et des entreprises du secteur public.

Si vous le dénoncez, vous passez pour un ennemi de la classe ouvrière, si, si, sans déconner, c'est aberrant, oui pour moi et peut-être pour vous, pas pour les dirigeants des partis dits ouvriers qui s'en accommodent très bien puisqu'ils participent depuis des lustres aux différentes instances des syndicats, bénéficient de postes de permanents et des prébendes et autres avantages qui vont avec. Cette précision à valeur de calomnie notez bien selon eux, vous savez, il n'y a pas Valls et les sionistes qui ne supportent pas la vérité...

Vous pourrez aux prochaines élections voter indistinctement pour ces partis ou le PS ou encore l'UMP, puisque finalement c'est du pareil au même, voyez comme monsieur Gaudin est un brave homme, généreux avec les travailleurs, on dira à nos détracteurs qu'on récolte ce qu'on a semé, les travailleurs, eux, n'ont rien demandé de ce genre.

Quand on voit comment ils viennent de se comporter face à l'offensive de l'Etat contre la liberté d'expression, plus rien ne nous surprend.

**Un article LeMonde.fr du 12 janvier 2014**

### **Les Américains auraient testé des armes biologiques au Japon (13.01)**

L'armée américaine aurait testé des armes biologiques « *au moins une douzaine de fois* » au début des années 1960 dans la préfecture japonaise d'Okinawa, occupée par les Etats-Unis depuis la seconde guerre mondiale jusqu'en 1972. C'est ce que rapporte le Japan Times, qui s'appuie sur des documents des autorités américaines obtenus par l'agence de presse japonaise Kyodo News.

Un champignon dévastateur qui provoque des lésions sur les plants – le Magnaporthe grisea, donnant la maladie de la pyriculariose – aurait ainsi été diffusé sur les rizières pour évaluer son impact sur la production de cette denrée alimentaire de base. « *On estime que ce champignon, dont l'existence est connue dans 85 pays, détruit une quantité de riz qui pourrait nourrir 60 millions de personnes par an* », note le quotidien anglophone. Selon lui étaient dans le collimateur de l'armée américaine la Chine et l'Asie du Sud-Est.

Le gouvernement américain a déjà dévoilé des programmes d'expérimentation d'armes chimiques et biologiques à Puerto Rico, Hawaï et dans l'Utah, avance aussi le Japan Times. Washington décida de mettre un terme à l'utilisation d'armes biologiques en 1969, avant qu'une convention internationale ne vienne les interdire en 1975.

Il a également « *été rapporté que l'armée américaine stockait des défoliants à Okinawa pendant la guerre du Vietnam [1954-1975]* », rapporte encore le journal. Les défoliants sont une substance chimique utilisée en agriculture pour faire tomber les feuilles d'un végétal, mais également employée en tant qu'arme chimique, comme l'agent orange, produit par Dow Chemical et Monsanto, et massivement déversé par les Etats-Unis sur le Vietnam dans les années 1960.

Des barils de défoliants ont ainsi été déterrés sur un site appartenant jusqu'en 1987 à l'importante base aérienne américaine de Kadena, en pleine ville d'Okinawa. L'armée a toujours nié avoir stocké des défoliants, et notamment de l'agent orange, à Okinawa. Mais, note le Japan Times, « *les conclusions de la communauté scientifique japonaise et internationale sont sans équivoque : non seulement ces barils contredisent les démentis du Pentagone sur la présence de défoliants militaires au Japon, mais en plus la terre polluée menace la santé des habitants, nécessitant une solution d'urgence* ».

Le dossier des bases américaines d'Okinawa perturbe les relations américano-nippones depuis des années, et notamment celle de Futenma, actuellement située en pleine ville de Ginowan, au sud d'Okinawa – une zone de forte concentration urbaine où ces installations sont très critiquées. Fin décembre, le gouverneur d'Okinawa a donné son feu vert au déplacement de la base militaire, en signant une autorisation pour la création de terrains artificiels en bordure du littoral oriental de l'île, qui serviront à son transfert.

Le projet de déménagement de la base de Futenma est sur la table depuis un premier accord américano-japonais en 1996, mais le dossier est confronté depuis le début à la méfiance d'une frange importante de la population d'Okinawa, où sont basés la moitié des quelque 47 000 soldats américains présents au Japon. Lassés des nuisances et de l'insécurité engendrées par cette présence militaire massive sur leur territoire, les opposants au projet demandent que la base, au lieu d'être déménagée dans un autre lieu de l'île, quitte définitivement Okinawa.

## Un article leparisien.fr du 12 janvier 2014

### Municipales à Paris : Hidalgo enrôle Enrico Macias. (13.01)

La journée 2014 de personnalités engagées derrière la candidate PS à la mairie de Paris s'avère copieuse et révèle quelques vraies surprises... venues de la droite. « *C'est un mélange de personnes qui me soutiennent et que je ne connaissais pas et d'autres que je connais depuis parfois longtemps avec lesquelles j'ai construit des histoires d'amitié fondées sur des valeurs et des convictions* », explique Hidalgo. Petit tour d'horizon.

Des people de droite. Ce sont des personnalités connues pour leur sensibilité à droite mais qui, pour des raisons personnelles, ont décidé de soutenir Hidalgo. C'est le cas du chanteur Enrico Macias, qui avait fait la fête en 2007 place de la Concorde au côté de Nicolas Sarkozy. Le célèbre couple de chasseurs de criminels nazis que forment Serge et Beate Klarsfeld apporte lui aussi sa caution morale. Enfin, c'est le souvenir de la lutte anti-franquiste qui a rapproché Anne Hidalgo et l'historien et éditorialiste Alexandre Adler, dont le père s'était engagé avant-guerre dans les Brigades internationales contre la dictature de Franco.

Politiques, syndicalistes et sportifs. On trouve ici aussi des « *pointures* » comme les syndicalistes Bernard Thibault (CGT) et Marc Blondel (FO) (Libre Pensée - ndlr), Pierre Laurent (actuel patron du PC), l'ancien Premier ministre Lionel Jospin, les maires de Rome, Dakar, Rabat, etc. Le rugbyman Pascal Papé.

Des scientifiques de renom. Outre Cédric Villani, le généticien Albert Kahn et le professeur Willy Rozenbaum, codécouvreur du virus du sida, ont rejoint la candidate PS.

Le gros bataillon de la culture. Visiblement, le cœur des comédiens, intellectuels et créateurs bat toujours à gauche. Anne Hidalgo aligne, sans surprise, une liste impressionnante de personnalités du monde de la culture. Citons, au hasard, l'imitateur Gérald Dahan, les comédiens Jean-Pierre Marielle, Jean-Pierre Bacri, Agnès Jaoui, Anouk Aimée et Yvan Attal. Le producteur Dominique Besnehard, les écrivains Pascal Bruckner, Marie Desplechin, Mazarine Pingeot (fille de Mitterrand), Philippe Besson ou encore Eduardo Castillo. La chanteuse Lio, la chorégraphe Bianca Li, le musicien Manu Dibango, le sociologue Christian Baudelot, l'historienne Elisabeth Roudinesco, Pierre Lescure, futur patron du Festival de Cannes, l'anthropologue Françoise Héritier...

Commentaire.

Il n'existe pas de mur entre la droite et la gauche...

De droite et de gauche bras dessus bras dessous pour soutenir le même candidat, où est le problème, ne serait-ce pas la même famille depuis des lustres ? On nous assure que non, sur la base de quoi au juste ? Pas de réponse convainquante et pour cause, il n'y en a pas, sauf à maquiller la réalité ou à s'en détourner par pur dogmatisme.

Enrico Macias qui est devenu un admirateur du Qatar, Marc Blondel, Bernard Thibault, Pierre Laurent, la famille Klarsfeld, Pascal Bruckner, plus une floppée de fidèles partisans d'Israël pour ne pas prononcer le mot tabou de sionistes, c'est un plébiscite en faveur du néolibéralisme, bravo ! Des dirigeants syndicaux, Blondel qui dirige la Libre Pensée par le grâce du POI, on comprend mieux pourquoi la liberté de pensée était condamnée d'avance...

## Un article lemonde.fr du 13 janvier 2014

### Colombie : la destitution du maire de Bogota confirmée. (13.01)

La destitution du maire de Bogota, Gustavo Petro, un ancien guérillero devenu symbole de la gauche en Colombie, a été confirmée, lundi 13 janvier, par l'autorité administrative qui l'avait prononcée en décembre, conduisant l'élu à lancer un appel à la mobilisation. La décision doit désormais « être communiquée au président colombien, Juan Manuel Santos, afin qu'il l'exécute », a précisé un responsable de la procuraduría, l'organisme public chargé du contrôle des fonctionnaires.

La procuraduría a annoncé avoir confirmé la « sanction de destitution et inéligibilité durant quinze ans » infligée à M. Petro pour une passation de marché jugée illégale dans le domaine du ramassage des ordures.

Depuis un mois, la sanction frappant M. Petro a suscité une forte polémique et de nombreuses manifestations à Bogota. Le maire dénonce un complot contre la gauche et contre le processus de paix en cours avec la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Après la confirmation de sa destitution, l'élu, qui occupe la fonction politique considérée comme la plus importante après celle de président de la République, a appelé ses partisans à défilier dans les rues et entretenir une « mobilisation permanente » sur la principale place de la capitale.

Ancien membre de la guérilla urbaine du M-19 (Mouvement du 19 avril), dissoute en 1990, cet économiste de 53 ans avait été investi en janvier 2012 pour un mandat de quatre ans à la tête de cette ville de sept millions d'habitants. Des recours ont été introduits par le maire pour contester la décision dont il fait l'objet auprès d'un tribunal administratif et de la procuraduría. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a également été saisie à Washington par l'équipe municipale.

Parallèlement, un référendum posant la question du maintien du maire est convoqué pour le 2 mars, à l'initiative d'opposants qui ont réuni suffisamment de signatures pour obtenir l'organisation d'un tel scrutin. M. Petro avait récemment demandé au chef de l'Etat, un dirigeant de centre droit, de freiner sa destitution au moins jusqu'à la tenue de ce scrutin, mais jusqu'à présent la présidence a toujours affirmé qu'il ne lui appartenait pas de se prononcer sur cette sanction administrative.

Un article [Lexpress.fr](http://Lexpress.fr) du 15 janvier 2013

**"Nier ce qui distingue les sexes nuit à l'enfant" (16.01)**

**Leonard Sax est devenu célèbre aux Etats-Unis en écrivant qu'un garçon et une fille ne devraient pas être traités à l'identique. Son dernier ouvrage, Pourquoi les garçons perdent pied et les filles se mettent en danger sort ce 15 janvier dans l'Hexagone. Interview**

Diplômé en biologie et nanti d'un doctorat en psychologie, Leonard Sax est médecin généraliste dans une banlieue de Washington. Il s'est documenté, parcourant la planète, visitant des dizaines d'écoles et suivant personnellement des enfants pendant des années, avant de devenir un consultant pédagogique prisé dans le monde anglophone. Il estime que les filles et les garçons demandent chacun une attention particulière.

**Vos livres sur les différences naturelles entre les sexes sont des best-sellers aux Etats-Unis. Ils vous ont valu les Unes de la presse américaine, dont celle de Time Magazine, mais aussi des attaques violentes. On vous a mal compris?**

On m'a accusé d'être rétrograde, sexiste, adepte des stéréotypes. Tout cela parce que je cite des différences entre hommes et femmes. Différence ne veut pas dire inégalité. Egalité ne veut pas dire uniformité. Or des intellectuels, des psychologues et des enseignants s'acharnent à nier la notion même de genre. Certains préconisent même de bannir l'usage des mots "fille" et "garçon" dans les écoles élémentaires, parce qu'ils évoquent des stéréotypes discriminatoires !

En niant, en occultant ces distinctions entre sexes, on nuit à l'enfant. Chez lui comme à l'école, il se sent incompris, laissé en plan, sommé de se débrouiller seul face à une société qui, elle, fourmille de préjugés sexistes absurdes et se chargera de le façonner de manière malsaine.

**Votre livre paraît en France au moment où notre gouvernement vient de lancer une campagne contre les stéréotypes fille-garçon dans les rayons jouets des grands magasins. Qu'en pensez-vous?**

A la fac, pendant mes études de psychologie, j'étais convaincu, comme tout le monde, que le choix d'un jouet était une construction sociale. Le garçon prend plutôt le camion et la fille la poupée parce qu'il ou elle sent qu'on lui en intime l'ordre. Il y a du vrai, mais cela n'explique pas tout. .

Ces primates ignorent le signifiant masculin ou féminin de ces objets. Or une petite majorité des mâles a choisi les camions. Des chercheurs de l'université de Yale ont donné ces mêmes jouets à des petits singes, nos plus proches cousins. Ces primates ignorent le signifiant masculin ou féminin de ces objets. Or, une large majorité des mâles a choisi les camions. Voilà pour l'inné : des recherches démontrent qu'en raison de petites différences cérébrales les garçons sont plus intéressés par le mouvement d'un objet, et les filles, par sa texture et sa couleur. Mais les petits humains sont considérablement plus nombreux à choisir le camion que les petits singes. En raison de la pression sociale. La culture amplifie la biologie.

**Il y a donc du vrai dans les stéréotypes?**

Entendons-nous bien sur une évidence: hommes et femmes ont exactement les mêmes capacités intellectuelles, la même capacité d'acquérir une connaissance. Du point de vue de la psychologie cognitive, qui domine toutes les études depuis des décennies, il n'y a pas la moindre différence. Les hommes et les femmes se distinguent, en revanche, par leurs motivations. Par ce qu'ils ont envie d'apprendre, par ce qui suscite leur intérêt lors d'un apprentissage.

En prenant en compte ces particularités dans l'enseignement, au lieu de les ignorer, on peut corriger le tir, éviter de perpétuer des aberrations et des inégalités professionnelles. Pourquoi trouve-t-on aujourd'hui, en France comme ailleurs, si peu de femmes dans le domaine de la programmation informatique, alors qu'elles étaient majoritaires au début de l'ère des ordinateurs? A mesure que ce job gagnait en prestige et en salaire, il s'est masculinisé.

Et l'enseignement des bases de cette discipline est maintenant plus adapté, par sa pédagogie, à la psychologie et à la culture des garçons. Prenez la physique, une autre discipline boudée par les filles :

parfois, la couverture même de nos manuels américains annoncent la couleur, en montrant un garçon faisant une acrobatie à skateboard.

Dans plusieurs écoles de filles que j'ai visitées, les profs ont considérablement augmenté l'intérêt et le niveau de leurs élèves en changeant tout simplement l'ordre du programme, pour aborder un peu plus tard, par exemple, l'étude de la vélocité, du mouvement, tout le vroum-vroum, boum-boum qui barbe de nombreuses filles, mais captive de nombreux garçons, probablement une majorité.

### **Vous faites grand cas de l'hypersexualisation des toutes jeunes filles. L'école pourrait-elle les en préserver?**

Elle pourrait au moins aider nombre d'entre elles à se forger une identité en paix. L'une des mouvances du féminisme des années 1960-1970 récusait la pudeur sexuelle comme un diktat du patriarcat. Cette libération s'est muée, quarante ans plus tard, en hypersexualisation de la culture, qui opprime les adolescentes, les façonne très jeunes en objets sexuels au service des ados.

Je considère comme avéré que la plupart des femmes s'épanouissent mieux sexuellement dans le cadre d'une relation affective. Or, à un âge immature, elles singent sans les comprendre des fantasmes purement masculins. Elles vivent une sexualité sans affection ni lendemain pour le seul plaisir des jeunes garçons. Elles se définissent essentiellement dans le regard de l'homme et oublient qui elles sont.

### **Vous en voulez beaucoup aux réseaux sociaux. N'exagérez-vous pas un peu?**

Au Moyen Age, c'est-à-dire en 1990, les jeunes filles trouvaient encore dans leurs journées un moment de réflexion, de retour à leur réalité, ne serait-ce que dans un journal intime. Maintenant, elles sont sur Facebook, non pour se raconter mais pour continuer à mettre en scène leur personnage public. Elles omettent leurs goûts réels en matière de musique ou de cinéma de crainte de déplaire, et ne se préoccupent, une fois encore, que de leur apparence. Elles y aggravent leur vide identitaire.

### **Quel est le rôle des parents?**

J'ai commencé à écrire mes livres quand j'étais médecin de famille dans la banlieue de Washington. J'avais rencontré des parents qui étaient très préoccupés par le je-m'en-foutisme de leur fils à l'école. Leur fille ? Aucun problème. Ses résultats étaient excellents. En fait, nous avons découvert dans mon cabinet que la jeune fille modèle se tailladait secrètement à la lame de rasoir.

Les filles sont plus studieuses, ce qui rassure leurs parents et les conduit parfois à passer à côté de leurs malaises identitaires profonds, rançon de l'image illusoire de perfection qu'elles croient devoir maintenir en permanence dans la société actuelle. L'automutilation, l'anorexie atteignent des niveaux préoccupants aux Etats-Unis, qui tiennent avant tout à ce culte des apparences, à leur désir forcené de devenir femmes avant l'heure, et à une profonde insécurité sous-jacente.

### **Et les garçons, dans tout cela?**

Beaucoup d'entre eux jouent trop aux jeux vidéo. Leur extraordinaire réalisme, la richesse de sensations qu'ils procurent contribue au pouvoir d'addiction sans précédent de ce monde virtuel. L'ado qui passe ses nuits à massacrer des méchants à la torpille à photons affiche certainement une volonté de puissance nietzschéenne irréalisable dans un monde réel plein de contraintes et de cours barbants. Et irréalisable aussi dans une société où le rôle du genre masculin est de plus en plus mal défini et son avenir professionnel, toujours plus incertain.

Votre Académie des sciences a déclaré en 2013 que les jeux pouvaient avoir un effet positif, "*stimuler l'apprentissage de compétences : la capacité de concentration, d'innovation, de décision rapide et de résolution collective des problèmes et des tâches*". Je pense plutôt qu'à haute dose ils isolent les ados du monde extérieur. Ce facteur pourrait contribuer à la régression du niveau intellectuel des jeunes garçons constatée dans divers pays occidentaux.

Le Pr Michael Shayer, du King's College de Londres, a fait passer des tests à plus de 10 000 enfants de 11 et 12 ans sur des notions mathématiques et physiques liées à la vie quotidienne, et noté une chute importante des résultats des garçons, comparés aux tests effectués il y a trente ans. En Norvège et au Danemark, des études sur des centaines de milliers de conscrits du service militaire révèlent un recul comparable à partir de 1994. Shayer y voit la conséquence du manque de jeux d'expérimentation pratique à l'école primaire et leur remplacement par la télévision et les jeux vidéo.

En prime, ces derniers peuvent encourager les comportements machistes. Le Pr Pasquier, du CNRS, constate que les jeunes garçons préfèrent les jeux vidéo qui apportent des émotions confortant une identité masculine dominante. Plus ils s'y adonnent, plus ils déclarent répugner aux pratiques culturelles féminines.

Enfin, ces jeux exacerbent les pulsions violentes : dans un film, vous regardez des acteurs simuler un acte violent. Dans un jeu vidéo, c'est vous-même qui tirez une balle ou maniez la machette. Des chercheurs de Yale ont ainsi remarqué, sans ambiguïté, que ces jeunes développaient une image violente d'eux-mêmes, qui les incite à se comporter brutalement.

### **Comment éviter cette addiction?**

En rendant d'autres activités attrayantes ou accessibles. Un exemple américain : Eric Harris, l'un des ados tueurs de Columbine, avait été refusé par l'équipe de football américain de l'école, car il n'atteignait pas le niveau élevé requis. Il y a trente ans, dans un monde moins obsédé par la compétition et les résultats, on l'aurait fait jouer. Au lieu de cela, il a continué à trouver un exutoire à sa violence dans les jeux vidéo, jusqu'à s'y immerger totalement.

### **L'école peut-elle être plus attirante pour les garçons?**

On a presque criminalisé la masculinité des ados. J'ai appris qu'un gamin qui avait écrit une rédaction jugée trop sanglante sur la bataille de Stalingrad avait été exclu temporairement de l'école, le temps de subir une évaluation psychiatrique ! Au lieu de s'adapter au tempérament plus actif, plus dissipé aussi, des garçons, on les assagit à outrance, alors que c'est leur tendance naturelle. Chez les singes, tandis que les femelles apprennent sagement de leurs aînées à fouiller les termitières avec des tiges de plantes, les petits mâles préfèrent crapahuter dans les arbres.

### **Dans votre livre, vous mentionnez la polémique sur la prétendue invasion de la France par les plombiers polonais. Quel rapport avec l'éducation des garçons?**

Le problème spécifique des garçons, c'est le décrochage scolaire. Or le développement de l'apprentissage peut y remédier. D'où l'exemple du plombier. Aux Etats-Unis aussi, peu de jeunes Américains choisissent ce métier, pourtant vital et bien rémunéré, car il ne semble pas assez noble. L'école, les parents, évaluent trop la réussite sociale par l'accès aux études supérieures, qui ne sont pas adaptées à tout le monde.

Or des pays comme l'Allemagne et la Suisse développent des programmes d'apprentissage excellents, qui prouvent leur respect du travail manuel, et plus profondément, leur compréhension de l'identité masculine. Je vois dans ces formations techniques un reflet de la transmission du savoir qui s'opérait entre hommes dans les sociétés traditionnelles. Une affirmation masculine revigorante à une époque où les hommes, principales victimes des bouleversements du monde du travail, semblent avoir quelques problèmes d'identité...

## Un article Tendances de l'Orient publié par le Réseau Voltaire du 13 janvier 2014

### Al-Qaïda et l'alliance Riyadh-Washington (16.01)

Par Ghaleb Kandil

Les groupes affiliés à Al-Qaïda ont été officiellement consacrés comme outils de l'agression américano-saoudienne contre la Syrie, et les gouvernement de ces deux pays mettent scrupuleusement en œuvre les instructions du chef du réseau, Ayman al-Zawahiri.

Les récents développements en Syrie méritent que l'on s'arrête aux dernières déclaration du chef d'Al-Qaïda, qui a ordonné à l'État islamique en Irak et au Levant (ÉIIL, plus connu sous le nom arabe de Dae'ch) de se retirer de Syrie et de se contenter de la représentation de l'organisation en Irak. Al-Zawahiri a officiellement adoubé le Front al-Nosra, à qui il a attribué le titre de représentant d'Al-Qaïda en Syrie. Al-Nosra est aujourd'hui l'allié du Front islamique, qui comte dans ses rangs des brigades qaïdistes et des branches armées des Frères musulmans. Le Front islamique est dirigé par Zahrane Allouche, l'homme du chef des services de renseignement saoudiens, Bandar Ben Sultan, et jouit publiquement du soutien du Qatar, de l'Arabie saoudite et de la Turquie, avec la bénédiction des États-Unis.

Le démembrement et la disparition de ladite Armée syrienne libre (ASL) a fait fondre le maquillage qui cachait la véritable identité des groupes terroristes qui combattent le peuple et l'armée en Syrie. Le retour de milliers de déserteur dans les rangs de l'armée régulière, profitant de l'amnistie présidentielle, est une manifestation naturelle de l'apparition d'Al-Qaïda et de ses composantes takfiristes, qui se livrent une guerre sanglante pour le contrôle des ressources et des butins du pillage.

Depuis le début des événements, il était clair que les pays qui ont déclenché la guerre utilisent les groupes terroristes et les débris d'Al-Qaïda pour tenter de détruire l'État syrien et ses capacités. L'objectif était de punir la Syrie pour son rôle dans le mouvement de résistance contre les plans hégémoniques d'Israël et des États-Unis, pour lesquels trois guerres totales ont été lancées contre le Liban et Gaza. Ces agressions ont échoué, de même que l'invasion états-unienne de l'Irak, qui n'a pas atteint ses objectifs.

Depuis que le commandement de l'agression contre la Syrie a été confié à Bandar Ben Sultan, le rôle d'Al-Qaïda n'a cessé de s'amplifier et de s'étendre. Et comme partout où elles sévissent, les branches de cette organisation se sont entretuées pour le contrôle des ressources. C'est notamment le cas en Afghanistan, où les terroristes se battent entre eux pour contrôler les filières de la contrebande du pavot et de l'opium.

Derrière le paysage sanglant en Syrie apparait une vérité stratégique dangereuse, qui devrait conduire à une condamnation unanime des États-Unis et de la dynastie des Saoud, responsables, avec leurs alliés qataris et turcs, de ce fléau. Al-Qaïda est non seulement responsable de crimes contre l'humanité en Syrie mais aussi d'actes terroristes en Irak, au Liban, en Libye, en Tunisie, en Égypte et en Somalie. Elle se trouve aujourd'hui aux portes de l'Europe.

Comme le réclament la Russie, la Syrie, l'Irak, l'Iran et le Liban, la priorité doit aller à la lutte contre le terrorisme. Une politique internationale doit être mise en place pour rendre publique les rôles joués par les différents pays dans le soutien et le développement d'Al-Qaïda en Syrie et ailleurs.

## Un article Lexpansion.com du 15 janvier 2014

### Un canal de Panama bis, signe des ambitions chinoises en Amérique latine. (16.01)

**Le président du Nicaragua a confirmé le creusement d'un nouveau canal interocéanique en Amérique centrale par un groupe chinois, qui viendrait s'ajouter au canal de Panama vieux de cent ans. Une nouvelle illustration des liens économiques qui relie la Chine à cette région du globe.**

Le projet est colossal, à la mesure des enjeux de la puissance commerciale chinoise. Avant d'espérer voir un jour les porte-conteneurs se succéder dans cette future autoroute interocéanique, ce sont les zéros qui défilent: la seule étude de faisabilité du nouveau canal interocéanique en Amérique centrale mobilise 4000 personnes, pour un coût qui s'élève à 900 millions d'euros. Le montant global du chantier appelé à démarrer en décembre et des équipements annexes -terminaux, ports, oléoducs, aéroport, chemins de fer- au canal se chiffre, lui, à 40 milliards de dollars (29 milliards d'euros).

Ces sommes astronomiques sont à mettre en relation avec le modeste PIB du Nicaragua -l'un des Etats les plus pauvres de la région- qui s'élevait en 2012 à 10,5 milliards de dollars d'après la Banque mondiale. Un milliardaire chinois a décroché son téléphone

Derrière ce projet se cache Wang Jing, un industriel chinois ayant fait fortune dans l'industrie minière. Son nom n'a rien à voir avec le secteur des travaux publics ou du bâtiment. L'homme de 41 ans s'est mué en 2009 en magnat des télécoms, avec l'acquisition de 40% des parts de Xinwei, filiale de Datang, un groupe important détenu par l'Etat.

Wang Jing se défend de toute proximité avec le pouvoir ou le parti communiste et se définit comme un patriote sensible à la promotion de son pays dans le monde. A plusieurs reprises, il a précisé qu'il s'agissait d'une entreprise privée et commerciale. "*C'est moi qui ai pris l'initiative et qui ai proposé le projet au gouvernement du Nicaragua*", rappelait-il le 27 octobre dernier, dans une interview donnée au South China Morning Post.

*"Le signe de l'intérêt de la Chine pour cette région du monde"*

Le projet a beau être privé, il n'en est pas moins un exemple des ambitions chinoises en Amérique latine.

Le projet s'enracine dans l'accroissement du trafic maritime, porté notamment par l'appétit économique de la Chine. L'ambition de Wang Jing est le "*signe de l'intérêt de la Chine pour cette région du monde*", considère Jean-Jacques Kourliandsky, chercheur sur les questions ibériques et latino-américaines à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (Iris).

*"Les Chinois sont intéressés par le soja brésilien, la viande argentine, le cuivre chilien, le pétrole vénézuélien et mexicain... Ils ont besoin pour alimenter leur économie de matières premières"*, détaille le chercheur. Grâce à sa consommation de viande et d'oléagineux, la Chine s'est hissée en 2009 au premier rang des partenaires commerciaux du Brésil.

*"La présence chinoise en Amérique latine est très récente et remonte au milieu des années 2000. D'ailleurs, beaucoup de pays sud-américains n'ont toujours pas de relations diplomatiques avec la Chine"*, relate François Lafargue, professeur de géopolitique à l'ESG Management School, spécialisé sur les enjeux énergétiques et les relations internationales de la Chine. "*La Chine a racheté beaucoup d'entreprises dans la région, comme Bidas [compagnie pétrolière] en Argentine, et a participé à la construction d'infrastructures comme une ligne ferroviaire en Colombie*", énumère-t-il.

Le pouvoir à Pékin ne lésine pas non plus ses efforts pour accroître son influence sur cette "*chasse gardée*" des Etats-Unis. En visite officielle en juin 2013, le nouveau président chinois Xi Jinping appelait à un approfondissement des liens commerciaux avec la Chine, dans un discours prononcé devant le sénat mexicain. Le Mexique est aujourd'hui le deuxième partenaire de Pékin. "*En Amérique latine, la Chine a moins d'emprise sur l'économie qu'en Afrique. Il y a plus de contrepoids et les pays, comme le Brésil, parlent parfois d'égal à égal avec la Chine*", tempère François Lafargue.

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) prévoit qu'en 2016, la Chine remplacera l'Union européenne comme deuxième plus grand marché d'exportation de l'Amérique latine. En face, au canal de Panama, des travaux de modernisation qui patinent

L'idée d'un canal au Nicaragua ne date pas d'hiver et avait même été envisagée au XIXe siècle, puis relancée dans les années 2000. Sa récupération par Wang Jing, qui affirme avoir convaincu des investisseurs, intervient alors que le canal historique de Panama arrive à un point de saturation. A l'heure actuelle, 5% du commerce maritime mondial transite par cette voie de communication, sur l'isthme séparant les océans Pacifique et Atlantique.

Des travaux d'élargissement et de modification des écluses ont été lancés dans cette optique en 2009 pour s'adapter à des cargos d'une capacité deux fois plus importante et réduire le temps d'attente. Programmés pour être achevés cette année, pour le centenaire du canal de Panama, ils accusent un retard de neuf mois et pourraient même être stoppés d'ici la fin janvier si le consortium en charge des opérations n'obtient pas les paiements supplémentaires qu'il réclame à l'autorité d'exploitation.

Le canal du Nicaragua, qui servirait à la fois les importations et les exportations chinoises, devrait être ouvert à la navigation en 2020, s'il se concrétise dans les temps.

Un article slate.fr du 16 janvier 2014

### Les Etats-Unis ont entretenu des relations avec le plus gros cartel de drogue du Mexique. (18.01)

Des agents de l'Agence de lutte contre la drogue américaine (DEA), ont eu des contacts avec des trafiquants de drogue mexicains appartenant au cartel de Sinaloa, qui contrôle 25% du marché du commerce vers les Etats-Unis. C'est ce que révèle une enquête du quotidien mexicain El Universal, (relayé pour les non-hispanophones par Business Insider) qui publie des retranscriptions judiciaires dans lesquelles l'avocat Fernando Gaxiola révèle les relations entre Humberto Loya-Castro, avocat du cartel, et des agents de la DEA.

L'avocat a pour client Vicente Zambala Niebla, fils de l'un des principaux dirigeants du cartel, arrêté en mars 2009 au Mexique et extradé ensuite aux Etats-Unis. Manuel Castanon, agent de la DEA, a confirmé ces relations, en indiquant qu'il «*a rencontré, le 17 mars 2009, pendant environ 30 minutes dans une chambre d'hôtel de Mexico, Vicente Zambala Niebla et deux autres individus*», un autre agent de la DEA, et une source, identifiée par El Universal comme Loya Castro.

Le lendemain, Zambala Niebla était arrêté. Castanon le rencontrait en prison –c'était leur dernière entrevue, au cours de laquelle Zambala «*réitéra son envie de coopération*». Il est probable que les révélations de Zambada Niebla soient motivées par la «*trahison*» des Américains, qui lui auraient promis l'immunité – aucune promesse de ce genre n'a été faite, ont assuré ces derniers. En tout cas, l'arrestation de Zambada Niebla a mis un terme à la coopération entre le cartel de Sinaloa et Washington.

Ce n'est pas la première fois que des informations sur la coopération entre le gouvernement fédéral américain et le cartel de Sinaloa sont rendues publiques. Un mail interne à la compagnie de sécurité Stratford, révélé par Wikileaks, relayé par le Business Insider, montrait que le gouvernement américain avait pris fait et cause avec le cartel de Sinaloa. «*Le gouvernement américain a unilatéralement déclaré un vainqueur, ce qui est sans précédent.*» Le but de la manœuvre étant de permettre aux différents cartels de négociier, de faire cesser les violences des deux côtés et sur la frontière, et de contrôler le trafic de drogue – le but n'est plus d'y mettre fin, comme l'avait soutenu le porte-parole du gouvernement de l'Etat de Chihuahua dans un article d'Al-Jazeera.

On peut aussi ajouter l'opération Fast and Furious, de 2009 à 2011, au cours de laquelle des armes étaient exportées par le Bureau de l'alcool, du tabac, des armes et des explosifs (ATF) au Mexique dans le but d'identifier les membres des cartels qui achetaient ses armes. Une opération d'infiltration à risque, qui a conduit, le 14 décembre 2010, à la mort de l'agent des Douanes américaines Brian Terry, assassiné par des membres du cartel. Vicente Zambada Niebla a soutenu que cette opération était le fruit d'un accord entre le cartel de Sinaloa et le gouvernement américain: des armes contre des informations sur d'autres cartels.

Le cartel de Sinaloa contrôle 80% du trafic de drogue à Chicago. Son chef, «El Chapo» Guzman, est devenu, en février 2013, le premier «*ennemi n°1*» de la ville depuis Al Capone, en 1929. J.R Davis, président de la commission criminelle de Chicago, avait alors déclaré que «*comparé à Guzman, Al Capone ressemble à un amateur*». Guzman était entré en 2009 dans la liste des millionnaires de Forbes, avec une fortune estimée à 1 milliard de dollars. Entre 1990 et 2009, le cartel de Sinaloa a exporté 200 tonnes de cocaïne aux Etats-Unis et au Canada, et en a tiré 5,8 milliard de dollars. Une prime de 5 million de dollars est promise par Washington à celui qui apporterait des informations permettant l'arrestation de Guzman. Selon l'Institut national de statistiques et de géographie mexicain, plus de 95.000 personnes ont été assassinés entre 2007 et 2011 dans le cadre de la guerre menée contre les narcotrafiquants au Mexique.

Commentaire.

Pour rappel, l'argent du trafic de drogue finance les activités illégales de la CIA...

## Un article Reuters du 21 janvier 2014

### Une femme élue à la présidence en Centrafrique . (21.01)

Le Conseil national de transition (CNT), Parlement provisoire de la République centrafricaine, a élu lundi la maire de Bangui, Catherine Samba-Panza, à la présidence intérimaire du pays.

Catherine Samba-Panza, élue face à sept autres candidats, succède à Michel Djotodia, le chef de l'ancienne coalition rebelle Séléka qui a remis sa démission le 10 janvier sous la pression de la communauté internationale.

La nouvelle présidente par intérim est âgée de 59 ans. Née au Tchad, elle s'est installée en Centrafrique à l'âge de 18 ans.

*"Je suis la présidente de tous les Centrafricains, sans aucune exception", a-t-elle dit. "Je demande à mes enfants anti-balaka et Séléka de m'écouter et, ensemble, de déposer les armes", a ajouté Catherine Samba-Panza.*

Un porte-parole des milices chrétiennes anti-balaka a salué son élection, notamment le fait qu'une femme accède pour la première fois à la présidence centrafricaine.

A Paris, le président François Hollande a félicité dans un communiqué Catherine Samba-Panza. *"Il lui revient désormais de mener à bien la réconciliation et l'apaisement nécessaires en RCA, en vue de la tenue d'élections démocratiques. La France se tient à ses côtés dans cette tâche difficile",* dit-il.

L'Onu a déclaré que cette élection devait marquer *"un nouveau début"* pour le pays et la fin de la *"violence insensée"*.

A Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont donné lundi leur feu vert à l'envoi d'un contingent d'un demi-millier d'hommes en Centrafrique en appui des troupes françaises et de l'Onu déjà sur place.

Il s'agira de la première opération militaire d'importance de l'UE depuis six ans.

Les dirigeants européens espèrent obtenir jeudi un mandat du Conseil de sécurité des Nations unies, afin de pouvoir déployer les premiers soldats d'ici la fin février. La force européenne sera basée dans les environs de la capitale, Bangui.

Seule l'Estonie s'est pour l'instant engagée à envoyer des troupes. Lituanie, Slovaquie, Finlande, Belgique, Pologne et Suède font partie des autres pays qui songent à fournir des soldats, a-t-on ajouté de même source.

La Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie ont en revanche annoncé qu'elles n'enverraient pas de troupes.

La France a déployé début décembre les quelque 1.600 soldats de l'opération *"Sangaris"* en Centrafrique, sans parvenir à mettre fin aux violences ethniques et religieuses qui déchirent le pays.

La force africaine sous mandat de l'Onu (Misca) compte de son côté 4.500 hommes, chiffre qui devrait être porté à 6.000, originaires des autres pays d'Afrique centrale.

## Un article Reuters du 21 janvier 2013

### L'Onu renonce à inviter l'Iran à "Genève II" (21.01)

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a renoncé lundi à inviter l'Iran à la conférence de paix Genève II sur la Syrie qui doit se tenir mercredi en Suisse, assurant ainsi la présence de l'opposition syrienne en exil.

La Coalition nationale syrienne (CNS), organe de l'opposition en exil soutenu par les Occidentaux et les pays du Golfe, avait menacé de boycotter la réunion de Montreux au cas où l'Iran participerait sans avoir accepté au préalable les conclusions de la première rencontre de juin 2012 (Genève I).

Mais après la décision de Ban Ki-moon de retirer son invitation à Téhéran, la CNS a confirmé sa participation à la conférence. *"Nous apprécions que les Nations unies et son secrétaire général aient compris notre position. Nous pensons avoir pris la bonne décision"*, a dit Monzer Akbik, chef de cabinet du président de la CNS.

Le refus de Téhéran, répété à plusieurs reprises dans le courant de la journée par la bouche de plusieurs officiels, de toute condition préalable à sa participation ne laissait guère de choix à Ban Ki-moon.

Le secrétaire général de l'Onu s'est dit *"consterné"* et *"déçu"* par la position iranienne après avoir cru, a-t-il dit, que l'Iran soutiendrait le communiqué de Genève I prévoyant la mise en place en Syrie d'une autorité de transition dotée des pleins pouvoirs exécutifs, soit de facto le départ du président Bachar al Assad. (Quel menteur et manipulateur, jamais l'Iran n'a envisagé de soutenir la position... américaine. - ndlr)

La présence de l'Iran ne peut être acceptée, avait prévenu la CNS, que si la République islamique *"déclare publiquement qu'elle retire ses forces (de Syrie), qu'elle adhère sans réserve aux propositions de Genève I et qu'elle s'engage à appliquer les décisions de Genève II"*.

Après des semaines d'hésitations et de profondes divisions, la CNS a décidé samedi d'envoyer une délégation en Suisse pour entamer des discussions avec Damas.

Plusieurs pays, notamment les Etats-Unis, la France et l'Arabie saoudite, estimaient également que les Iraniens ne pouvaient être présents sur les bords du lac Léman sans adhérer aux propositions de Genève I.

En annonçant avoir invité l'Iran dimanche soir, Ban Ki-moon avait expliqué s'être entretenu longuement ces derniers jours avec Mohammad Javad Zarif, chef de la diplomatie iranienne, et être convaincu que Téhéran était désormais en accord avec la *"déclaration de Genève"* de 2012. (Il a pris ses désirs pour la réalité ou plutôt il ment pour qu'on ne l'accuse pas d'être un pion entre les mains des Américains et préserver la soi-disant indépendance ou souveraineté de l'ONU. - ndlr)

Pourtant, le député iranien Abbasali Mansouri a souligné lundi que *"l'Iran n'acceptera jamais (l'adhésion à) Genève I comme une condition préalable à sa participation aux discussions en Suisse"*. *"La clé de la solution à la crise syrienne est entre les mains de l'Iran"*, a-t-il dit à l'agence Fars. (La position iranienne était donc parfaitement claire. - ndlr)

Dans la soirée, le représentant de l'Iran aux Nations unies, Mohammad Khazaei, a confirmé que *"si la participation de l'Iran est conditionnée à l'acceptation du communiqué de Genève I, l'Iran ne participera pas à la conférence Genève II"*.

Si pour l'opposition syrienne les négociations doivent nécessairement aboutir au départ de Bachar al Assad, le président syrien, renforcé par ses succès militaires et diplomatiques des derniers mois, envisage de briguer un nouveau mandat.

Dans une interview diffusée lundi par l'Agence France Presse, il qualifie ses opposants de *"terroristes"* et prédit un conflit de longue haleine.

*"Je considère que rien n'empêche que je me porte candidat (...) et si l'opinion le souhaite, je n'hésiterai pas une seconde à le faire", dit-il. "Bref, on peut dire qu'il y a de fortes chances que je me porte candidat."*

Bachar al Assad, 48 ans, a succédé à son père, Hafez, en juillet 2000. La guerre civile qui a éclaté en mars 2011 dans la foulée des "printemps arabes" a fait plus de 130.000 morts.

Le président syrien récuse toute légitimité à l'opposition, selon lui "fabriquée" par des services de renseignements étrangers. *"Ils viennent aux frontières pour une demi-heure avant de prendre la fuite. Comment peuvent-ils alors devenir membres du gouvernement. Est-ce qu'un ministre peut exercer ses fonctions de l'extérieur ?" a-t-il dit. "De telles idées sont totalement irréalistes."*

Il a assuré que son armée progressait dans la lutte contre la rébellion. *"Nous pouvons dire que nous réalisons des progrès dans la lutte antiterroriste mais cela ne signifie pas que la victoire est imminente", a-t-il déclaré. "Ce genre de bataille est compliqué, elle n'est pas facile et demande beaucoup de temps."*

*"Si la Syrie perd la bataille, le chaos s'installera dans tout le Moyen-Orient", a averti Bachar al Assad, pour qui la priorité de la conférence Genève II doit être "la lutte contre le terrorisme".*

*"Nous sommes devant une seule partie, à savoir les organisations terroristes extrémistes indépendamment des appellations dans les médias occidentaux."*

Commentaire.

La situation réelle s'étalant de plus en plus au grand jour, Reuters n'a pas eu d'autre choix que retranscrire les propos d'Assad accablant pour la coalition occidentale qui soutient et arme les barbares sanguinaires qui détruisent systématiquement la Syrie depuis trois ans et se livrent à une orgie de massacres horribles de la population civile.

C'est comme si cette conférence était déjà terminée puisque les Américains et leurs alliés ont décidé que la seule issue possible était le départ d'Assad et que celui-ci refuse de quitter le pouvoir. Il risque de s'ensuivre une nouvelle escalade de la violence et pas seulement en Syrie. A suivre.

## Un article du 20 janvier 2014

### France: la guerre s'engage ! (21.01)

par Alain Benajam, président du Réseau Voltaire.

Les français ont maintenant bien pris conscience, depuis la provocation de Valls visant à censurer un spectacle de l'humoriste Dieudonné que quelque chose avait changé dans les rapports entre les tenants du pouvoir en France et un peuple devenu de plus en plus critique et frondeur.

Le ton et les méthodes de ce pouvoir ne laissent aucun doute il est décidé d'aller au maximum de ses moyens afin de satisfaire la logique impérialiste.

Évidemment, pour l'observateur attentif des agissements de cet impérialisme depuis maintenant 20 ans qu'est le Réseau Voltaire il n'y a aucune illusion à se faire, la conscience est prise que l'affrontement ira à son terme en passant malheureusement par un paroxysme qui sera vraisemblablement dramatique, nous ne vivons là qu'un petit épisode initial.

Nous parlons bien d'impérialisme à propos de Valls et de ses amis et nous parlons bien d'un épisode français à propos d'un conflit déjà largement engagé sur d'autres fronts.

Valls a bien démontré aux yeux du peuple français ébahi que Dieudonné avait totalement raison en arguant que les politiciens français agissaient sous l'injonction d'un état étranger, l'état d'Israël. Ces politiciens agissent par l'intermédiaire des fondés de pouvoir de cet état en France que sont le pseudo CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France) et la pseudo LICRA (Ligue Contre le Racisme et l'Antisémitisme), je dis bien pseudo car le CRIF ne représente en rien les juifs et surtout pas le juif que je suis, il ne représente que l'Etat d'Israël et la fameuse Ligue n'est en fait qu'une association provocatrice au racisme et à l'antisémitisme.

L'état d'Israël est directement aux commandes du pouvoir en France, voilà qui paraît maintenant évident à nombre de français. Seulement l'état d'Israël n'est rien d'autre qu'un rouage dans le dispositif politique et militaire de l'impérialisme, un rouage comme un autre tel son petit frère et pendant musulman: l'Arabie Saoudite. Avec ce dispositif d'états directement impliqués dans la force impérialiste il existe un certain nombre d'organisations supra nationales comme l'OTAN, l'Union Européenne et l'Euro qui imposent, à des états soumis, une politique favorable à cet impérialisme notamment par l'organisation de la dette.

Pour parfaire la soumission complète des états, l'impérialisme finance un très grand nombre d'organisations politiques et de médias dans le monde. Ici nous ne pouvons donner que des exemples car la liste serait trop longue. Ainsi nous pouvons citer pour l'espace arabo-musulman les pseudo Frères Musulmans au pouvoir dans la Turquie de l'OTAN, en Libye et en Tunisie, organisation sous la coupe du Qatar, petit état croupion dépendant totalement des USA. D'ailleurs cette organisation anti arabe possède son siège à Londres. Bien entendu nous devons citer Al Qaïda, l'organisation wahhabite takfiris financée par l'Arabie Saoudite afin de servir de réservoir à mercenaires au service des USA en Libye et en Syrie.

Enfin, dans les pays dits occidentaux l'impérialisme finance directement et influence la totalité des partis politiques et des médias aux travers d'une multitude d'organisations. Nous pouvons retenir que le Parti Socialiste en France est un vecteur de l'impérialisme depuis 1945 et la guerre froide. Au pouvoir jusqu'en 1958 en France il a utilisé l'armée française pour engager des guerres coloniales en Indochine et en Algérie pour le compte des USA. Il s'agit d'une constante pour ce parti, car à peine revenu au pouvoir en France et sous le haut patronage de Jules Ferry le colonialiste il n'a eu de cesse que d'engager de nouvelles guerres coloniales soit en Afrique soit contre la Syrie, bien entendu toujours à l'encontre des intérêts français.

Qu'est-ce que l'impérialisme ?

L'impérialisme est la tendance que possède un état puissant d'exploiter d'autres états par la force et la coercition à des fins de gains financiers notamment aujourd'hui par l'organisation de l'endettement de pays riches et solvables. L'impérialisme utilise les moyens régaliens d'un état pour satisfaire des intérêts privés quand les dits intérêts privés se sont accaparés les rouages de cet état. Aujourd'hui il n'existe plus qu'un

seul état à fonctionnement impérialiste ce sont les USA qui se sont accaparés les impérialismes d'autres états comme ceux de la France et la Grande Bretagne pour son seul et unique intérêt. Il existe des sous impérialismes mais dépendant entièrement de l'impérialisme principal comme l'impérialisme israélien ou français, l'impérialisme britannique est totalement intégré à l'impérialisme étasunien.

Il s'agit donc de l'épisode français d'un conflit mondial engagé par l'impérialisme depuis la guerre de destruction de la Yougoslavie mais dont l'organisation systémique commence avec les « attentats du 11 septembre 2001 ».

En effet l'ensemble du dispositif visible aujourd'hui et de la rhétorique utilisée a été inaugurée avec ces attentats, à savoir.

1- Les opérations sous faux drapeau (false flag) utilisées par exemple pour initialiser les guerre de Libye et de Syrie par l'utilisation de faux manifestants étant en réalité des mercenaires armés chargés de tirer sur la foule et les forces de l'ordre, donnant l'illusion de manifestations populaires et de répression féroce.

2- L'utilisation des politico-médias afin de valider les opérations sous faux drapeau et de leur donner du crédit auprès de l'opinion publique Les politico-médias sont l'association dans les pays occidentaux de la totalité des médias officiels et des partis politiques, racontant dans le détail strictement la même histoire fausse.

3- La diabolisation des cibles par les politico-médias en utilisant à l'envie les termes de dictateur, de nazi ou d'extrême droite.

4- Enfin et surtout l'instrumentation du martyr des juifs d'Europe durant le pouvoir nazi sur l'Allemagne en plaçant l'état d'Israël en écran et en responsable des actions impérialistes, ceci permettant de qualifier d'antisémites et de nazis tous les opposants à cet impérialisme.

Cet instrumentation du martyr juif et l'exposition ostensible des juifs comme principal allié de l'impérialisme est particulièrement douloureux pour un grand nombre de juifs dont les ancêtres ont pour beaucoup combattu contre le nazisme qui fut un véritable et redoutable instrument aux mains des puissances financières internationales de l'avant-guerre pour lutter contre les révolutions communistes.

Aujourd'hui le peuple français dans sa majorité et comme l'indiquent tous les sondages a pris conscience de l'effondrement économique, social et politique de notre nation. Le peuple français a également pris conscience de la nocivité de l'UE, de l'Euro et surtout de la soumission de notre nation à des intérêts étrangers comme l'a démontré Valls.

Le peuple français redoute et réprouve toute limitation de la liberté d'expression et toute censure comme celle de la seule émission politique à peu près libre de la télévision « Ce soir ou jamais » de Frédéric Taddeï car il y voit une limitation préventive à son action politique de renversement de cet état collaborationniste.

Aujourd'hui le peuple français commence timidement à s'organiser sortant de sa torpeur comme groggy. Les réseaux sociaux sur Internet permettent un échange rapide d'une contre information démentant celle des médias officiels et des partis politiques. Des manifestations sont prévues çà et là auxquelles il est bon que chacun participe même si des mots d'ordres semblent inappropriés pour certains.

Il manque encore à notre peuple une alliance claire entre des forces apparaissant disparates marquées primitivement à gauche ou à droite. Pourtant cette alliance entre des forces diverses voire contradictoires a bien fonctionné durant l'occupation de la France par les nazis.

A partir du moment où il n'existe qu'un seul et unique mot d'ordre : « *Libérons la France* » celui-ci peut être repris par tous sans arrière-pensée.

Ce « *Libérons la France* » de l'OTAN, de l'UE et de l'Euro pour refonder une république véritable assurant réellement la souveraineté du peuple sur la nation doit devenir la perspective politique de chaque français, en pensant qu'une fois notre France libérée de l'impérialisme étranger notre peuple trouvera par lui-même la voie économique et sociale qui lui conviendra.

Alors puisque la « *Quenelle* » est devenue le signe de ralliement des français opposés à ce système qui nous est imposé de l'étranger j'ai fait la mienne et vous ?

Tous ensemble libérons la France, ça commence maintenant !

Un article Rue89 du 18 janvier 2014

**Lettre à Manuel Valls d'un chercheur accusé d'être « antijuif » (21.01)**

**Maurice Nivat, chercheur réputé, dont nous avons plusieurs fois publié des points de vue, s'attaque ici à un dégât collatéral de la dérive de Dieudonné : l'amalgame entre la critique d'Israël et l'antisémitisme. On peut critiquer la politique israélienne sans être antisémite ni fan de l'humoriste : c'est ce postulat que pose le chercheur dans cette lettre ouverte au ministre de l'Intérieur Manuel Valls. Pierre Haski.**

Monsieur le ministre,

Vous avez employé le mot « *antijuif* » pour qualifier et stigmatiser les propos et toute l'attitude de l'humoriste Dieudonné. Vous avez condamné violemment sa petite entreprise de haine et son spectacle attentatoire à la dignité humaine.

Tous les antijuifs ont été répétitivement et, sans doute à juste titre, condamnés par vos soins à l'opprobre, notre république ne veut plus voir ni entendre de gens qui distillent la haine des juifs en tant que tels.

Malheureusement pour moi et quelques autres, vos propos ne distinguent pas les vrais antijuifs des faux et vous avez ainsi livré à l'opprobre et à la vindicte publique quelques personnes, dont moi, qui suis traité d'antijuif par une certaine propagande pro-israélienne qui s'exprime sur plusieurs sites internet.

Si vous tapez « *antijuif* » sur le moteur de recherche Google, vous ne tarderez pas à voir apparaître mon nom et vous pourrez lire des textes aussi insultants que mensongers me concernant.

**Dans la liste des « *normaliens antijuifs* »**

Qui ne me connaît pas peut ainsi voir en moi un pâle émule de tous les antisémites notoires qui ont sévi dans notre pays, encore que la liste des antijuifs soit assez surprenante puisqu'on y trouve Voltaire et Proust, mais pas Céline, pas les sinistres auteurs des lois elles vraiment antijuives de Vichy, Brasillach, Alain Badiou sorte d'antijuif-chef, Alain Juppé, etc.

Je sais pourquoi j'apparais dans la liste des normaliens antijuifs que publie un dénommé Marcus Dornbusch et qui est reprise dans plusieurs sites de propagande pro-israélienne.

Je me suis élevé contre l'interdiction de la venue à l'Ecole normale supérieure (ENS) de Stéphane Hessel en décembre 2011, dans un message adressé à la directrice de cette école ayant pris la décision d'interdiction et à une trentaine de personnes à peu près toutes anciens ou anciennes élèves de l'ENS.

J'y faisais part de ma conviction profonde que la colonisation israélienne dans les territoires occupés est, comme toute colonisation, dégradante pour le colonisateur comme pour le colonisé : l'essentiel de ma vie militante a été consacrée de 1956 jusqu'à 1962 à la lutte pour la décolonisation et contre la guerre d'Algérie.

Je m'en prenais au Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) qui, bien qu'elle s'en défendit, avait fait pression sur Madame Canto-Sperber pour la faire revenir sur une première autorisation qu'elle avait donnée à la venue à l'école de Hessel.

Ce n'était pas Hessel qui menaçait l'ordre public, c'était les jeunes excités se recommandant du Crif qui menaçait de venir en découdre avec la « *racaille gauchiste* » qui comme chacun sait pullule au 45, de la rue d'Ulm. C'est ce message qui a déclenché les injures que m'a adressées à plusieurs reprises depuis un de mes camarades de promotion Marcus Dornbusch et que ces injures fleurissent sur le Net.

**« Je suis un quart de juif »**

Maintenant, je suis obligé de me présenter à vous : je suis un quart de juif, ma grand mère paternelle était tout à fait juive. Mon père professeur agrégé de français-latin-grec a été mis à pied par la deuxième vague de lois antijuives du gouvernement de Vichy.

Je vis depuis 48 ans avec une femme juive, mon épouse, aussi juive qu'on peut l'être, de ces juifs qui au XVe siècle ont été chassés d'Espagne par les rois catholiques.

Mon activité professionnelle, pour l'essentiel dédié à l'enseignement et à la recherche au sein de l'université Paris-Diderot, m'a valu d'être plusieurs fois décoré, je suis officier de l'ordre du national du mérite, officier de la légion d'honneur, commandeur des palmes académiques, je suis aussi membre correspondant de l'académie des sciences et docteur honoris causa de deux université étrangères.

Je suis, comme beaucoup de gens, hostile à la politique israélienne dans les territoires occupés et par dessus tout hostile à la colonisation qui se poursuit en dépit de multiples condamnations de l'ONU ou, concernant le mur, l'arrêt du Tribunal international de La Haye qui le juge illégal et exige sa démolition par le gouvernement d'Israël. Cela ne me fait pas antijuif, ni antisémite, ni raciste.

### **Officines de propagande racistes**

Il devrait être clair à vos yeux qu'à visage presque découvert opèrent en France et sévissent sur le Net des groupes de propagande pro-israéliens qui utilisant les mêmes méthodes que celle des antisémites traditionnels c'est-à-dire pratiquent le mensonge, l'insinuation, la grasse plaisanterie, la calomnie, la menace.

Le B.A.-BA de cette méthode est de traiter d'antisémite, d'antijuif, toute personne, juive ou non, qui ose désapprouver publiquement la politique israélienne, l'opération plomb durci, le mépris de toutes les résolutions des Nations Unies et ce qui en fait justifie tout cela à savoir la certitude que le peuple juif est le peuple élu (n'est-ce pas lui qui a le plus grand nombre de prix Nobel ) et que leur occupation des terres palestiniennes est légitime.

### **Ces officines de propagande sont parfaitement complètement racistes, ont des buts et des méthodes racistes.**

Je fus en Palestine, envoyé par mon université en je crois 1995, peu après les accords d'Oslo, en un temps où la situation était meilleure qu'aujourd'hui et j'ai vu comment les Palestiniens, quelque soit leur rang, leur situation, leur savoir étaient soumis à des humiliations quotidiennes et sans fin par la soldatesque israélienne, outre qu'ils sont de fait prisonniers dans leur propre pays.

### **Critiquer Israël n'est pas un acte antisémite**

Je pense, Monsieur le ministre qu'il est de votre devoir de ministre de la République de faire deux choses :

de dire de la façon la plus claire que les citoyens, juifs ou non juifs, qui désapprouvent même publiquement la politique israélienne ne sont pas pour autant antisémites, ni antijuifs, ni racistes ;

de faire cesser les agissements des sites et officines de propagande pro-israélienne qui polluent le Net d'imprécations, de mensonges, d'insultes et de menaces.

Votre action ne peut être crédible donc efficace que si elle s'adresse à tous les racismes, celui dont souffrent les Palestiniens, victimes d'un apartheid de fait, n'est pas plus tolérable que le autres.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de ma très haute estime et de mes sentiments les plus dévoués.